TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 368 - JANVIER 2025

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 368

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Le prix des produits alimentaires en déflation
    - Nette baisse des cheptels au 1er décembre
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Cours en hausse partout en Europe
- Femelles
  - Europe
    - Le manque de bovins tire le prix des femelles
- Maigre
  - La baisse des naissances en 2024 a impacté fortement la disponibilité
- Veaux de boucherie
  - Moindre recul de la production française
- Veaux laitiers
  - Prix records pour un début d'année

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Une année de reprise pour la collecte laitière française freinée par des incidents sanitaires
  - Du mieux en 2024 pour le lait bio ?
- Consommation
  - Croissance des ventes de produits laitiers en 2024 portée par les MDD et les 1ers prix

Viande ovine
- France
  - Le marché de l'agneau reste atone début 2025
- UE et monde
  - L'Australie, seul exportateur majeur qui progresse en 2024

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Collecte en berne mais bonne tenue de la consommation

Regards tournés vers la politique de Trump

Des prix élevés, un cheptel qui recule

Dernière révision le 27 janvier 2025

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Le prix des produits alimentaires en déflation

Dernière révision le 27 janvier 2025

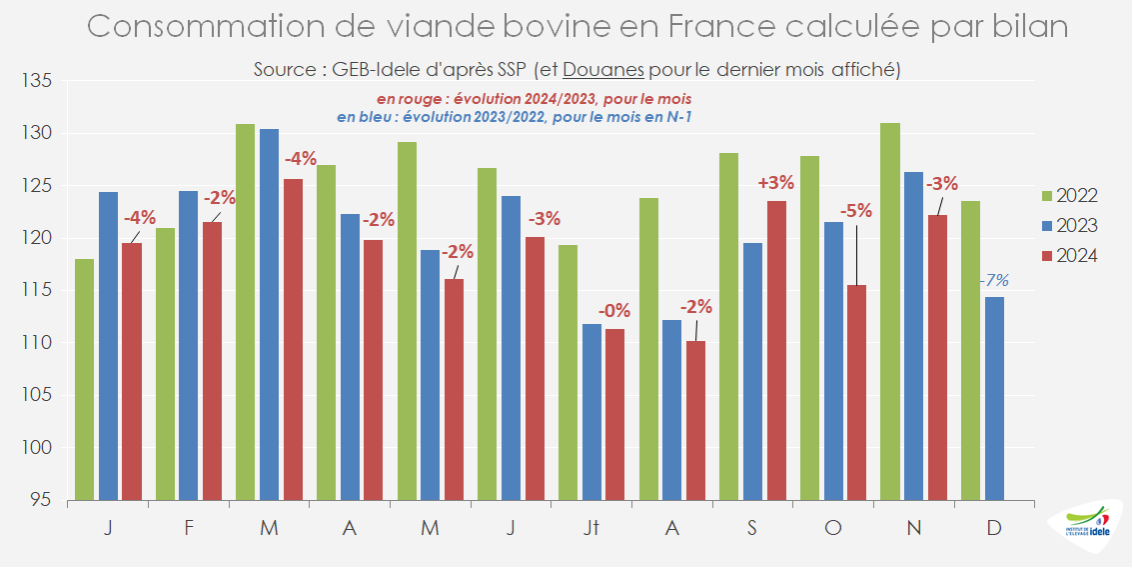
En novembre, la consommation a reculé un peu du fait d'abattages en retrait sur le mois. Les exportations de viande bovine comme les importations se sont maintenues au niveau de l'an passé. En décembre, l'inflation a continué de ralentir, avec même une réduction du prix de l'alimentaire comparé à un an auparavant.

Déflation sur les produits alimentaires en décembre

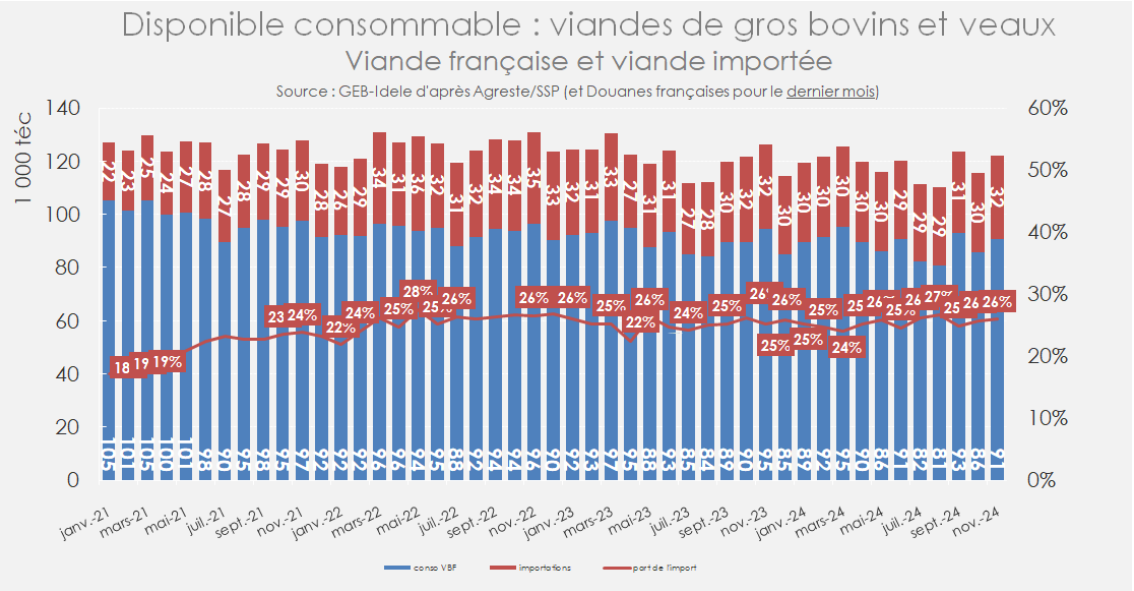
L'inflation a ralenti en France depuis le début de l'année 2024. L'indice des prix à la consommation harmonisé en UE (IPCH) pour la France est passé de 3,4% en rythme annuel en janvier 2024 à 1,8% en décembre. **En décembre selon l'INSEE, l'indice du prix des produits alimentaires harmonisé s'est même réduit de 0,2% en rythme annuel** (+0,1% un mois plus tôt). Certains produits diminuent mais l'indice harmonisé du prix des viandes bovines progresse encore doucement, de 1,5% sur un an, au moment des fêtes de fin d'année, contre +0,9% seulement un mois plus tôt.

La consommation de viande bovine reculait en novembre

En novembre, la consommation par bilan de viandes bovines s'est repliée de 3% comparé à novembre 2023. En effet, les abattages CVJA de gros bovins et veaux ont reculé de 3% (-4 000 téc). Les exports et les imports sont restés équivalents à ceux de l'année précédente à pareille époque.



D'après Agreste pour les abattages, et les Douanes pour le commerce extérieur du dernier mois, le disponible consommable s'est établi à 122 000 téc en novembre (-3% ou -4 000 téc), portant le cumul à 1 306 000 téc (-2,3% /2023). Cependant, la consommation devrait se redresser un peu en décembre, les abattages ayant été beaucoup plus dynamiques sur le dernier mois de l'année.
La part d'import dans le disponible consommable était de 26% en novembre, comme en octobre. En cumulé de janvier à novembre 2024, la part d'import dans la consommation reste stable par rapport à 2023, à 25%.

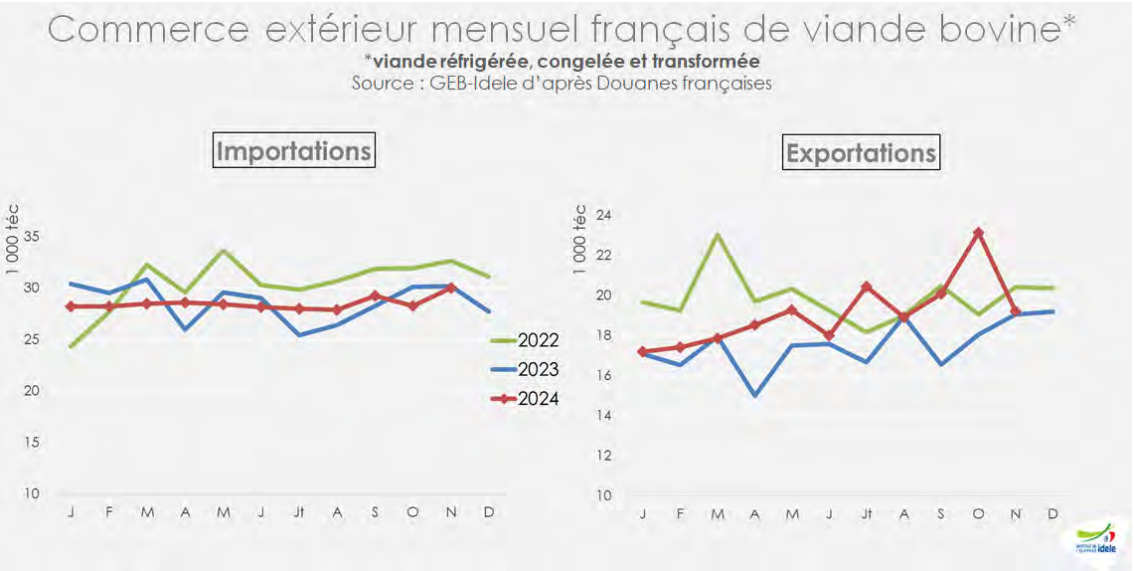


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée.

Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par l'organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

Importations et exportations au même niveau qu'en novembre 2023

En novembre, les échanges de viandes bovines de la France ont été robustes. Les importations de viandes bovines réfrigérées, congelées et transformées se sont montées à 30 000 téc, un volume équivalent à celui de l'an passé. De même, les exports de novembre étaient quasi-équivalents à ceux de l'an passé à pareille époque, à 19 000 téc (+1% /2023).



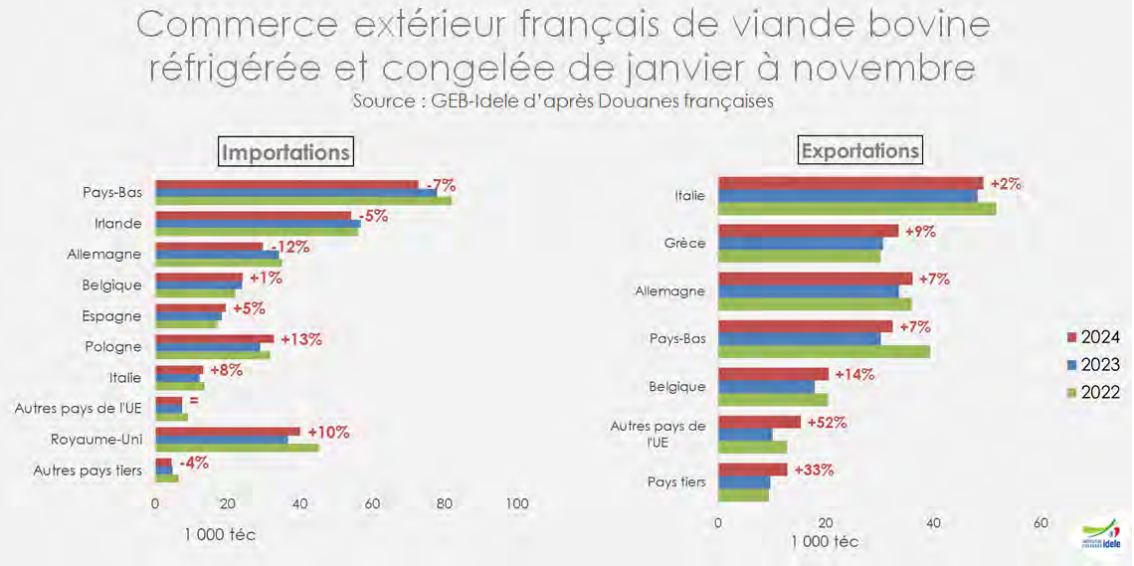
Les imports de tous types de viande bovine cumulés sur onze mois se sont montés à 314 000 téc (-1% /2023). Les exports cumulés sur onze mois totalisent 210 000 téc (+10% /2023).

De janvier à novembre, les importations de viande bovine réfrigérée et congelée, uniquement, se sont effritées de 1% /2023. Elles ont progressé depuis le Royaume-Uni (+10% /2023) à 40 000 téc (dont des volumes probablement ré-exportés ensuite) et depuis des fournisseurs jugés à tarif attractif comme la Pologne (+13% à 33 000 téc) et l'Espagne (+5% à 20 000 téc). À l'inverse, les imports ont reculé depuis les fournisseurs historiques, aux plus gros volumes :

- Recul de 7% /2023 depuis les Pays-Bas, notre premier fournisseur, à 73 000 téc incluant du veau,
- Recul de 5% depuis l'Irlande à 54 000 téc,
- Et recul de 12% depuis l'Allemagne à 30 000 téc du fait du redressement de la consommation outre-Rhin.

Sur les dix premiers mois de l'année, les exports français de viande bovine réfrigérée et congelée, uniquement, ont bondi de 11% (+20 000 téc) par rapport au bas niveau de 2023, impacté par l'inflation en UE, et ont retrouvé leur niveau de 2022. Les envois cumulés progressaient légèrement vers l'Italie (+2% /2023 à 49 000 téc) et ont progressé vers toutes les autres destinations :

- l'Allemagne (+7% à 36 000 téc),
- la Grèce (+9% à 34 000 téc),
- les Pays-Bas (+7% à 32 000 téc),
- la Belgique (+14% à 21 000 téc).



Attention toutefois, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

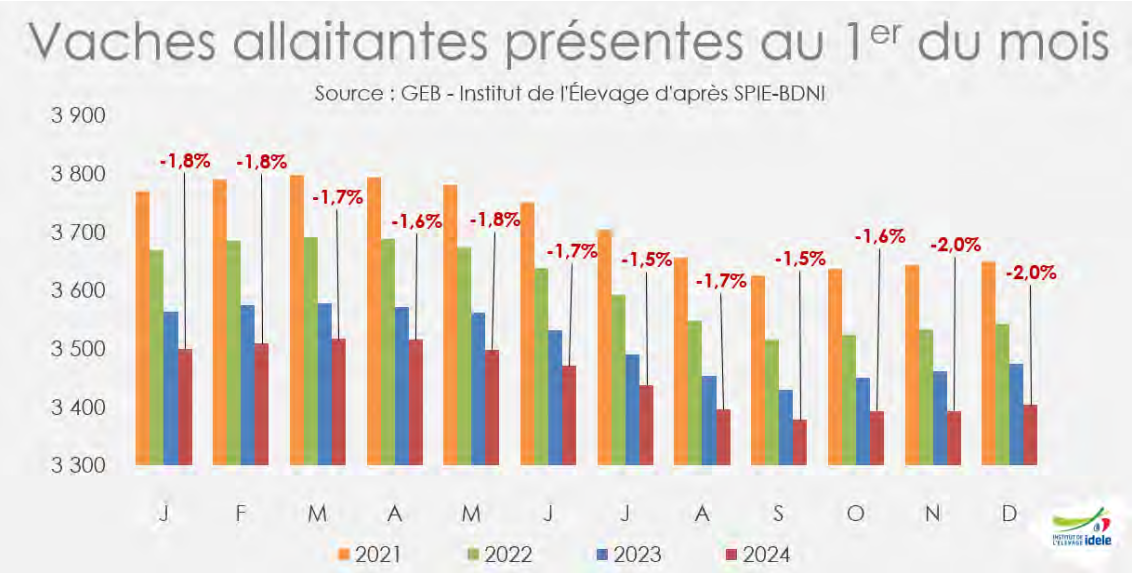
Nette baisse des cheptels au 1er décembre

Dernière révision le 24 janvier 2025

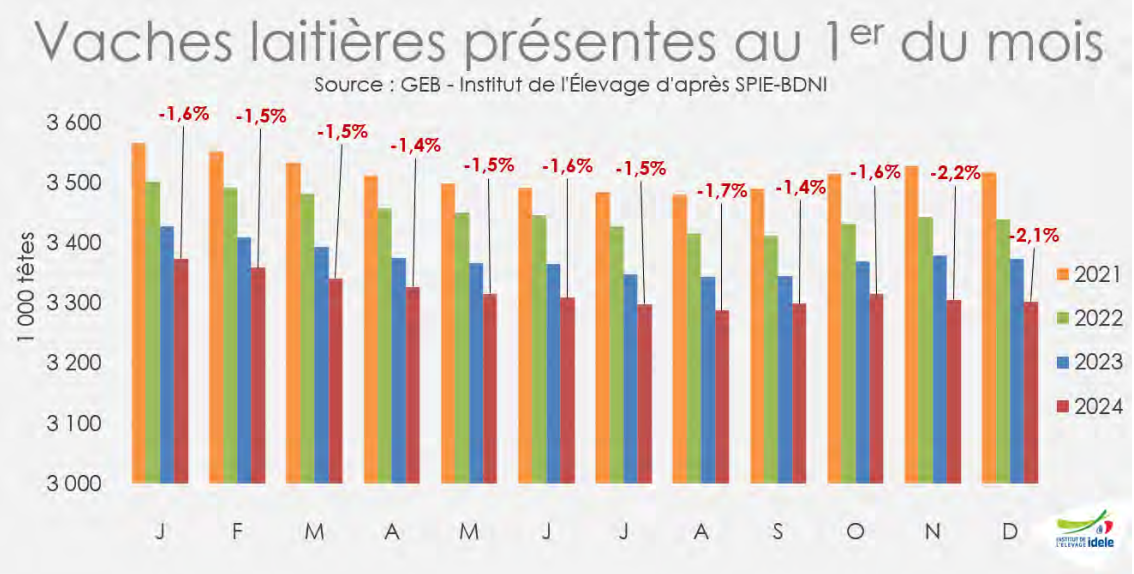
Le contexte sanitaire a engendré des avortements chez les génisses, accélérant la baisse du nombre de vaches dans le cheptel laitier comme dans le cheptel allaitant au 1er décembre. Conséquence de la décapitalisation, la France produira moins de viande bovine en 2025.

La baisse du cheptel s'accélère

La baisse du cheptel s'est accélérée cet automne. Le nombre de **vaches allaitantes** présentes dans les fermes françaises au 1er décembre 2024 était **en recul de 2,0% d'un an sur l'autre à 3,404 millions de têtes**, contre seulement -1,5% au 1er septembre. Cela s'explique par le faible nombre d'entrées dans le troupeau (génisses devenant vaches) qui a baissé d'un an sur l'autre de 7% en septembre, 13% en octobre et 8% en décembre. MHE, FCO3 et FCO8 ont en effet mis à rude épreuve les élevages provoquant des problèmes de fertilité et des avortements en particulier chez les génisses.

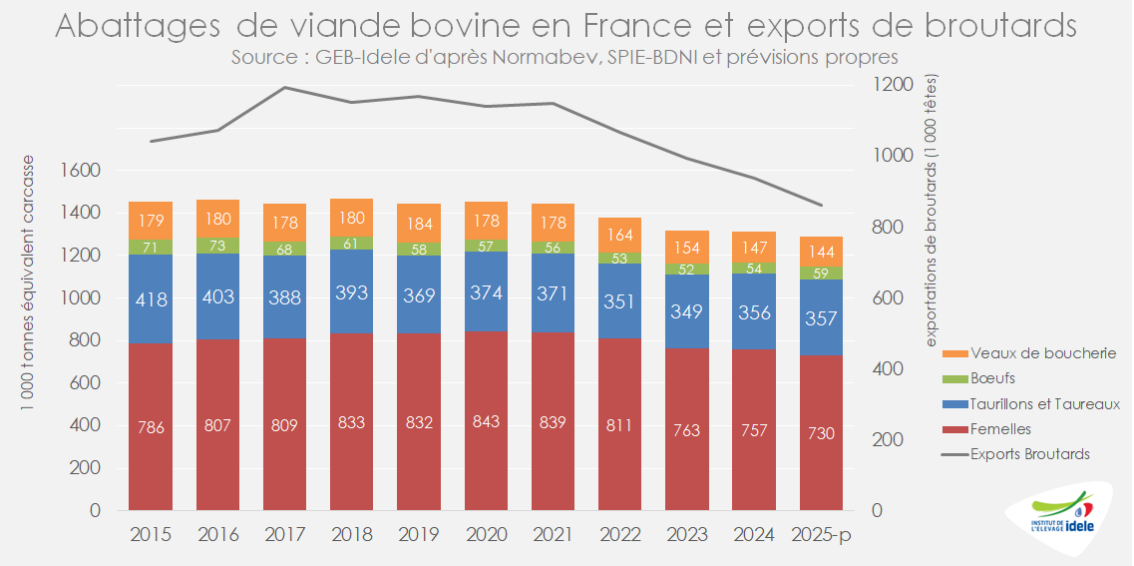


Les troupeaux laitiers ont rencontré des problèmes similaires. Le nombre de **vaches laitières** présentes dans les fermes françaises au 1er décembre 2024 était **en recul de 2,1% d'un an sur l'autre à 3,303 millions de têtes**, contre seulement -1,4% au 1er septembre.



Production de viande bovine en baisse en 2025 (prévisions Idele)

Après s'être quasiment stabilisée en 2024 grâce à la hausse des abattages de jeunes bovins, **la production de viande bovine abattue devrait repartir à la baisse en 2025**, à 1,290 million de téc (-1,8% /2024).



Les tonnages de femelles baisseraient significativement (-27 000 téc). En effet, les cheptels reproducteurs sont en nette baisse en raison du contexte sanitaire. La décapitalisation devrait en outre ralentir dans le cheptel laitier du fait du contexte laitier porteur, ce qui conduira à une **forte baisse des réformes laitières**. La décapitalisation allaitante se poursuivra compte tenu des difficultés rencontrées par les éleveurs. Pour autant, **moins de vaches allaitantes seront disponibles** pour la réforme alors que **les génisses de boucherie seront un peu plus nombreuses**.

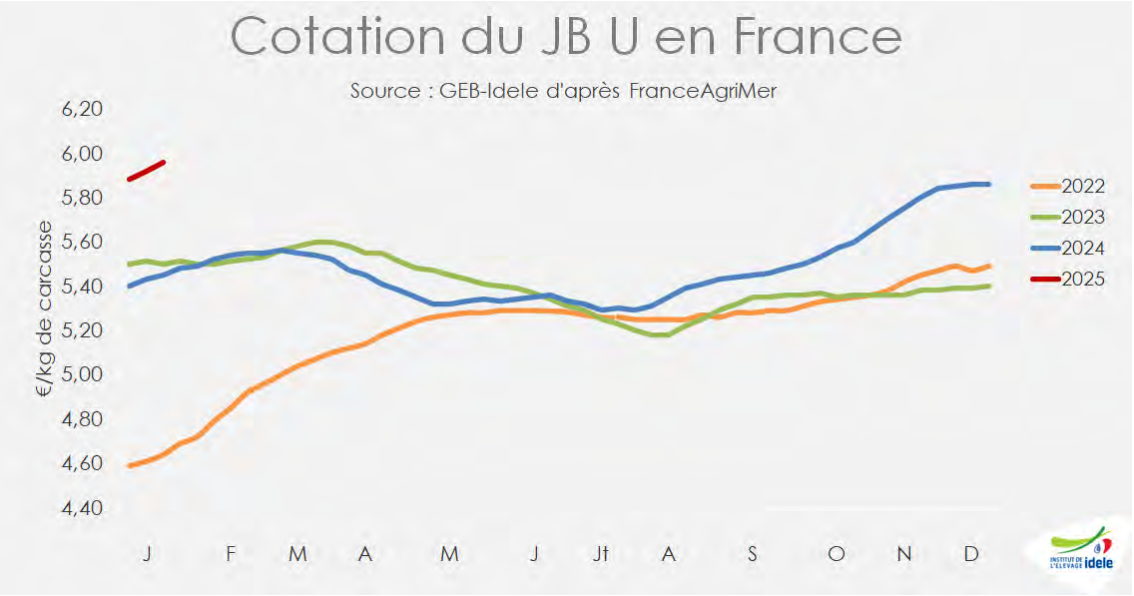
La production française de mâles, taurillons et bœufs, augmenterait modérément (+6 000 téc). La production de jeunes bovins de type viande progresserait de 1,4%, grâce à une part de broutards conservée en France toujours plus importante et à une légère hausse du poids moyen. Les abattages de jeunes bovins de type lait devraient poursuivre leur déclin (-6%). La production de bœufs a marqué un retour inattendu en 2024, qui devrait se poursuivre en 2025 (+10%) si l'on en croit la forte hausse des effectifs en ferme de mâles âgés de plus de 2 ans.

La production de veaux de boucherie reculerait moins fortement que lors des trois années précédentes (-3 000 téc /2024). Les niveaux de charge des ateliers se sont stabilisés et les prix des veaux gras ont progressé. Le secteur a également montré quelques signaux positifs au niveau du remplacement des départs en retraite.

Pour en savoir plus sur nos prévisions, consulter notre communiqué de presse.

Forte hausse des prix des jeunes bovins

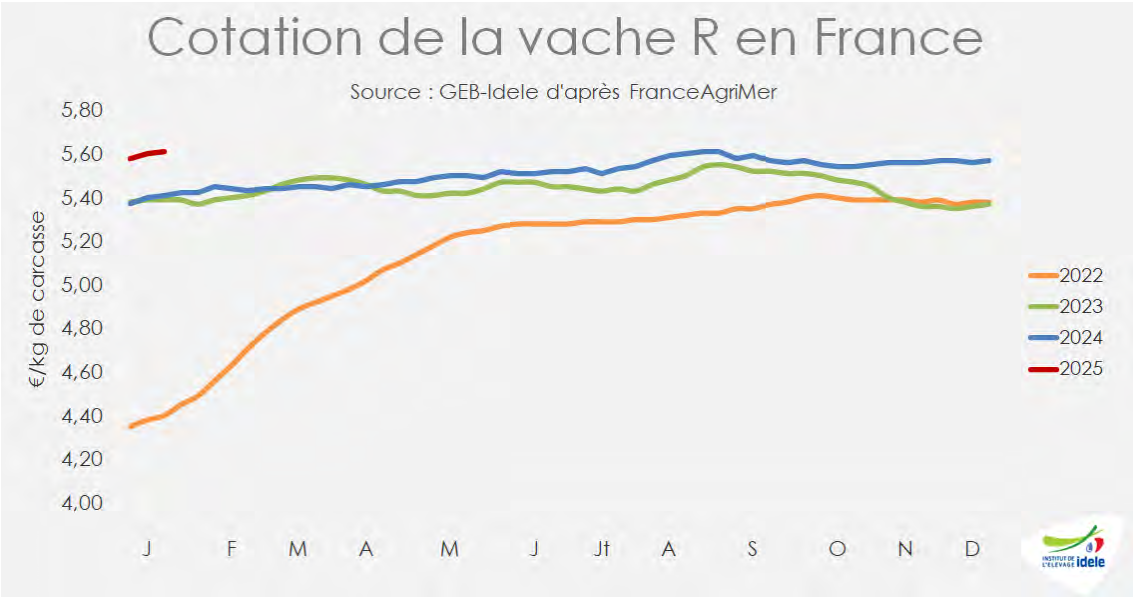
Les cours des jeunes bovins restaient orientés à la hausse en janvier. Le marché européen est toujours en tension, avec très peu d'offre en Italie notamment, et des prix très élevés pour démarrer l'année, comme le détaille notre article sur le marché européen.



La cotation française du JB U a gagné 10 centimes en quatre semaines pour grimper à 5,96 €/kg de carcasse en semaine 3 de 2025 (+9% /2024) et **celle du JB R 13 centimes** à 5,78 €/kg (+9% /2024). **La cotation du JB O a gagné 5 centimes** à 4,96 €/kg (+3% /2023).

Hausse des cours des femelles de race à viande

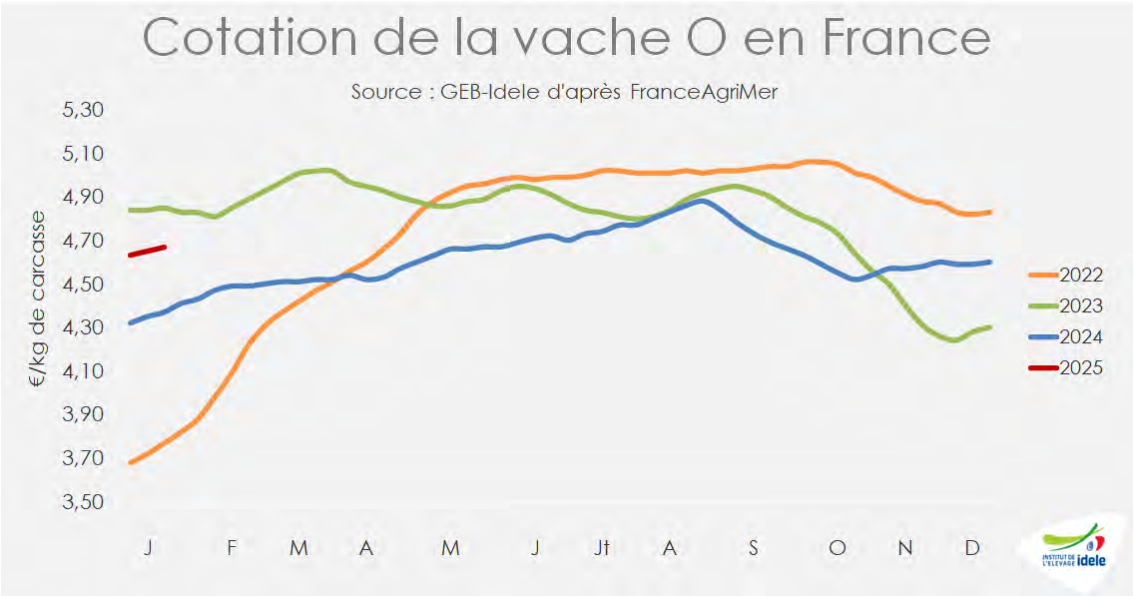
Les cours des **vaches de race à viande** ont démarré l'année à des niveaux bien supérieurs à ceux de l'an dernier, l'offre étant à peine suffisante pour répondre à la demande des abattoirs.



En semaine 3 de 2025, **la vache R cotait 5,61 €/kg de carcasse** (+4% /2024). **La vache U standard cotait 6,06 €/kg**, surplombant les niveaux atteints les années précédentes (+4% /2023).

Les cours des laitières remontent

Les cotations des **vaches laitières** démarrent l'année à un niveau intermédiaire entre 2024 et 2023, mais elles sont orientées à la hausse.



La cotation de **la vache O a gagné 8 centimes** en quatre semaines pour remonter à 4,67 €/kg de carcasse en semaine 3 (+7% /2024). Dans le même temps, **la vache P a gagné 11 centimes**, à 4,36€/kg (+8% /2023).

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

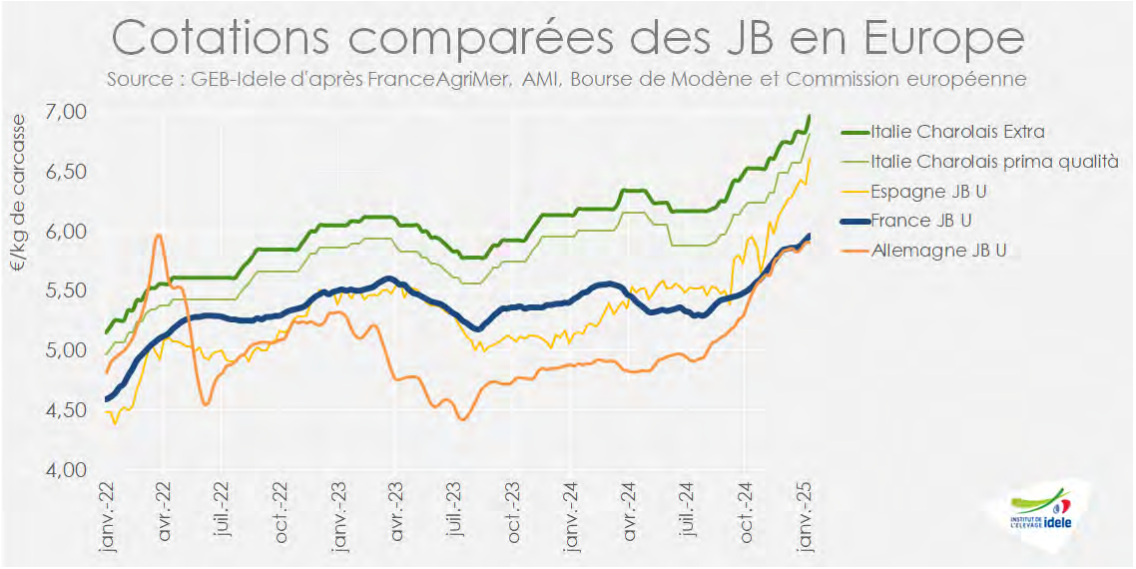
Cours en hausse partout en Europe

Dernière révision le 24 janvier 2025

Les cours des jeunes bovins démarrent l'année 2025 sur une pente ascendante particulièrement marquée, réponse à un déséquilibre entre une offre en recul prononcé et une demande bien présente.

Cours en hausse dans tous les États membres

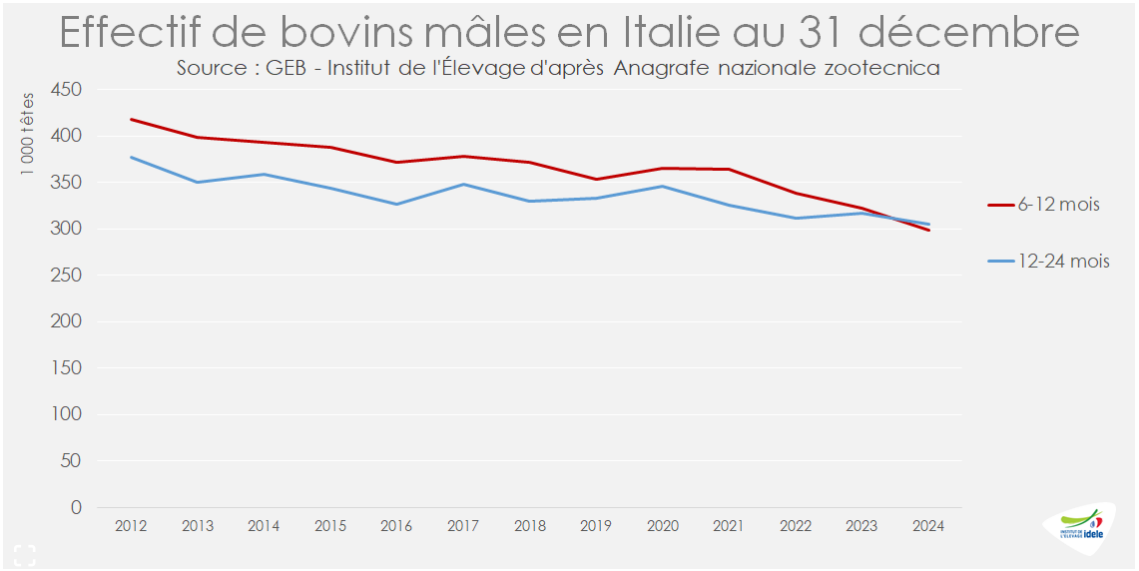
Au second semestre 2024, les cours de jeunes bovins ont enregistré des hausses marquées, creusant l'écart avec les années précédentes. Alors que les cours se stabilisent d'habitude après les fêtes de fin d'année, **rien ne semble pouvoir arrêter la hausse en ce début d'année 2025**.



A 6,81 €/kg de carcasse en semaine 3, la cotation du jeune bovin charolais « prima Qualità » sur la bourse de Modène, dépassait de 14% son niveau de 2024. Le JB U espagnol cotait 6,61 €/kg, soit +28% /2024. La hausse d'un an sur l'autre était de 21% pour le JB U allemand, à 5,90 €/kg de carcasse, non loin de la cotation française à 5,96 €/kg (+9% /2024).

Offre en baisse en Italie et en Allemagne

Les enquêtes cheptel disponibles en Italie et en Allemagne montrent que l'**offre est particulièrement restreinte** en ce début d'année.



En **Italie**, la baisse des disponibilités en broutards français a réduit les mises à l'engraissement depuis de longs mois. La base de donnée nationale enregistrait au 31 décembre 2024 une **baisse de 4% du nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans** par rapport à 2023, à 306 000 têtes. La baisse était encore plus forte **pour les mâles âgés de 6 à 12 mois : -7%** à 299 000 têtes. Ce recul tient notamment à la baisse de l'offre en broutards français, explorée plus en détail dans notre article dédié.

En **Allemagne**, l'enquête cheptel de novembre recensait 767 000 bovins **mâles âgés de 1 à 2 ans, soit 8,3% de moins qu'en novembre 2023**. Le nombre de **mâles âgés de 8 à 12 mois** était quant à lui en **baisse de 3,5%** à 375 000 têtes.

Un marché très tendu en Espagne

En Espagne, l'offre est limitée du fait de la difficulté des engraisseurs à remplir leurs ateliers depuis plusieurs mois. En parallèle, **la demande export vers le Maroc et l'Algérie ne faiblit pas**, même aux tarifs actuels historiquement élevés. Ceci suscite des inquiétudes sur le marché intérieur où les prix élevés freinent la demande.

Les opérateurs espagnols évoquent déjà **le Ramadan, qui débutera le 28 février**, avec la volonté de sécuriser des animaux pour répondre à la demande prévue pendant cette période sur le pourtour méditerranéen. Ceci participe à tendre un peu plus le marché.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

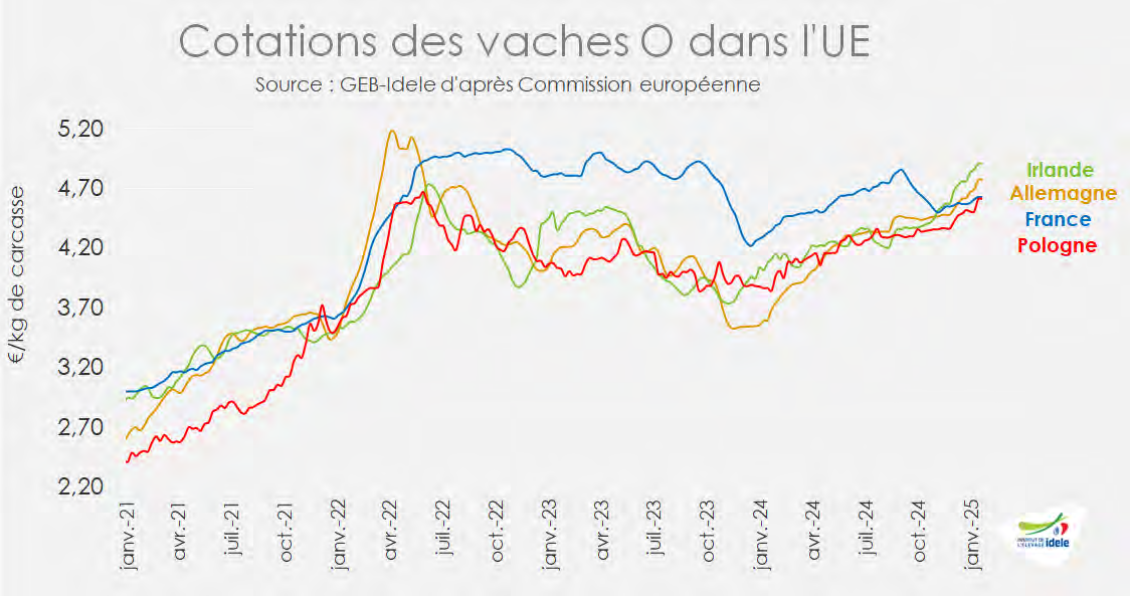
Le manque de bovins tire le prix des femelles

Dernière révision le 27 janvier 2025

Les prix poursuivent leur hausse car le marché européen manque de viande. Dans le même temps, le cheptel de vaches de grands pays producteurs comme la France, l'Allemagne et l'Irlande recule, ce qui limitera sans doute la production dans les mois et années à venir.

Le prix des vaches O augmente un peu partout

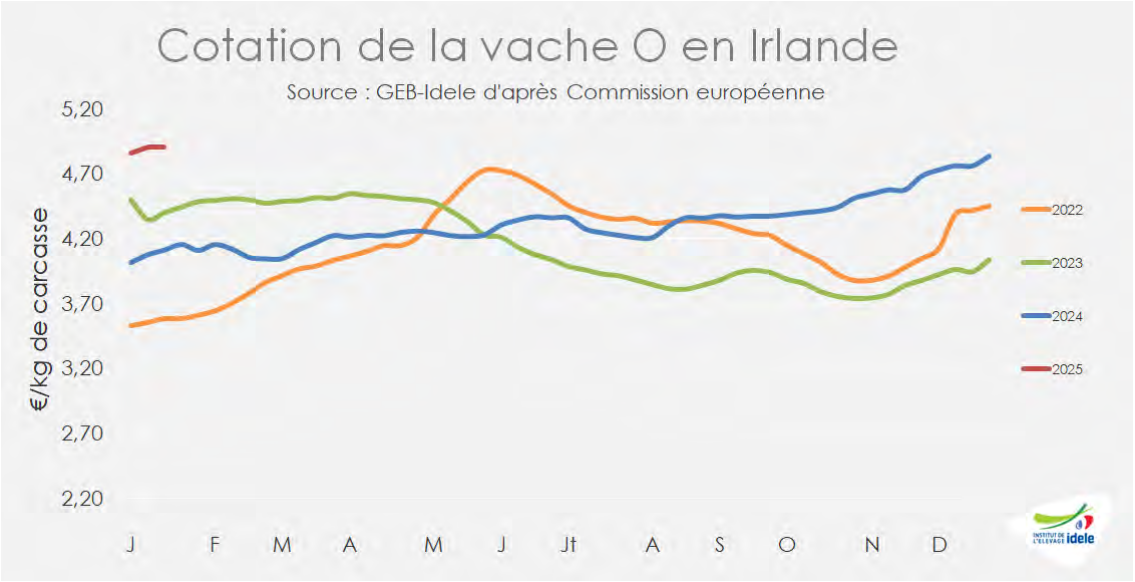
Dans la plupart des pays européens, les prix des vaches laitières de réforme a continué de croître avant les fêtes de fin d'année, alors qu'elles sont en principe moins demandées à Noël que les bovins mieux conformés. Cette tendance s'est prolongée depuis début 2025, avec des cours engrangeant des hausses dans tous les pays, l'offre en bovins à abattre n'étant pas suffisante pour couvrir les besoins de consommation.



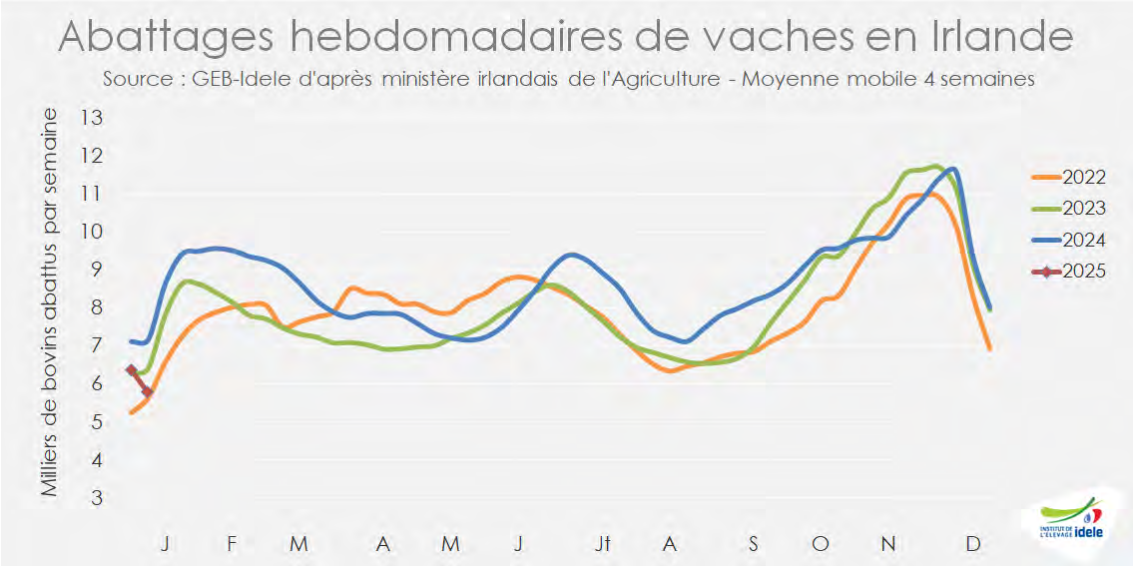
En 4 semaines, les cotations des vache O ont augmenté de 3 à 21 centimes selon les États. En semaine 3 en 2025, les cotations irlandaises et allemandes sont à présent respectivement 27 centimes et 15 centimes au-dessus de la française.

IRLANDE : un prix élevé et des abattages soutenus

En Irlande, les besoins en viande de l'UE raffermissent encore les cours. La vache O cotait ainsi 4,91 €/kg de carcasse en semaine 3, un prix particulièrement élevé pour cette catégorie et nettement supérieur aux prix de début 2024 (+19%) et de 2023 (+13%). La vache R suivait la même tendance, à 5,24 € /kg de carcasse (+17% /2024) et la génisse R 5,70 €/kg (+11% /2024).



En décembre 2024, les abattages ont suivi le même rythme qu'en 2023, qui dépassait la cadence d'abattage de fin 2022, la demande étant bien présente. Le début de l'année 2025 démarre avec un faible niveau d'abattages de femelles, en lien avec les disponibilités réduites en ferme.

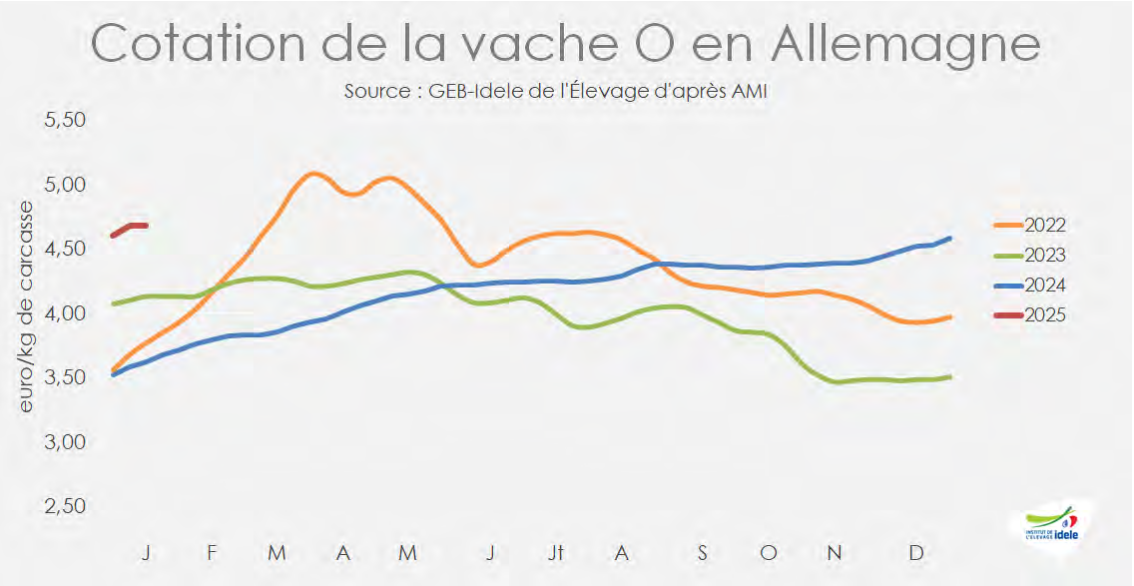


Sur l'ensemble de l'année 2024, selon les chiffres du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches ont nettement dépassé ceux de l'année 2023 (+7% /2023), du fait notamment de la météo défavorable au pâturage. La tendance a été la même pour les génisses (+5%).

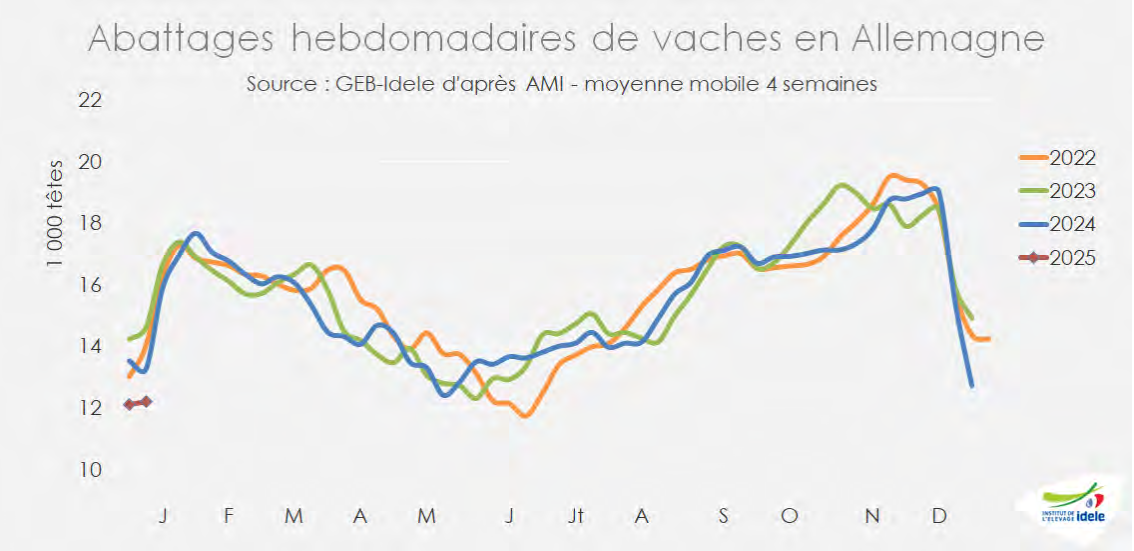
Le cheptel laitier irlandais a entamé un recul inédit en septembre 2024 : -1,8% pour les vaches laitières (à 1,56 million de têtes) alors que le cheptel était encore stable en décembre 2023, et -5,8% en vaches allaitantes (à 792 000 têtes).

ALLEMAGNE : des prix en hausse, des disponibilités en baisse

La demande pour la viande de vache de réforme est toujours plutôt élevée en janvier, les Allemands recherchant une viande plus économique après les fêtes, ce qui soutient le prix outre-Rhin. La vache O allemande cotait donc 4,77 €/kg de carcasse en semaine 3, +29% /2024 et +13% /2023.



Les abattages des premières semaines de 2025 étaient par ailleurs en cadence ralentie, avec peu de vaches de réforme disponibles, ce qui a participé à la bonne tenue des cours.

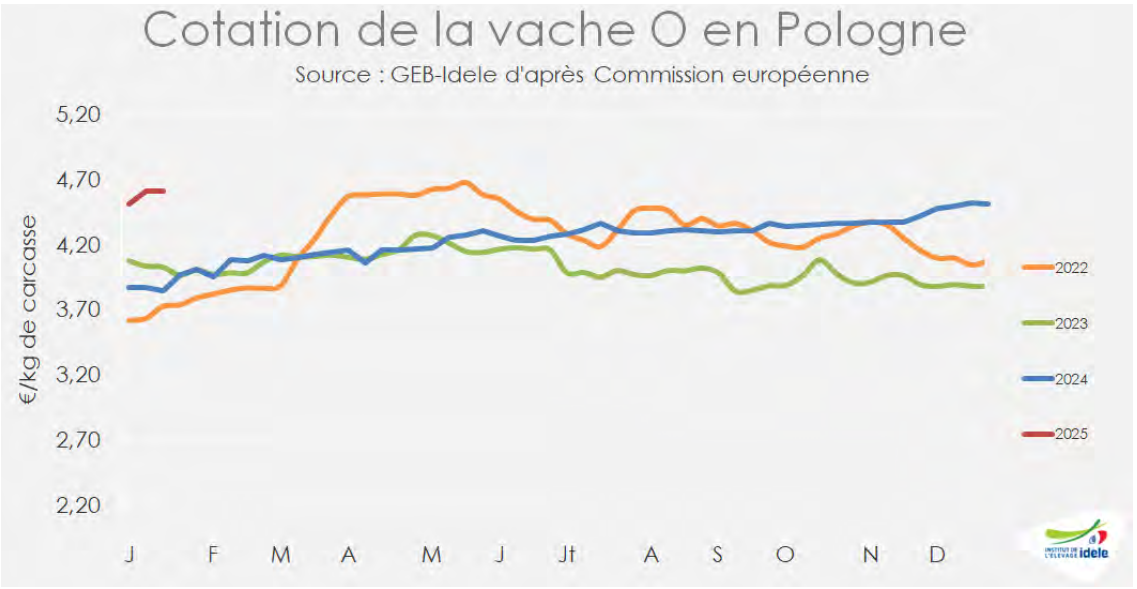


Enfin, le nombre de vaches et de bovins se réduit nettement en Allemagne : au 1er novembre 2024, *Destatis* annonçait un repli du nombre de vaches laitières de 3,3% à 3,589 millions de têtes et une érosion du nombre de vaches allaitantes de 0,7% /2023 à 620 000 têtes. Le nombre de bovins de moins de 1 an reculait nettement, de 3,6%, et celui des bovins mâles de 1-2 ans encore plus nettement, de 8,3%.

L'apparition de la fièvre aphteuse dans un élevage de buffles le 10 janvier dernier près de Berlin aura des conséquences plus ou moins importantes, selon la capacité du pays à stopper cette maladie très contagieuse pour les ruminants et porcins. A l'heure actuelle, seules les exportations de viande bovine allemande sont suspendues vers le Royaume-Uni, qui ne représentait qu'environ 1 000 téc durant les 10 premiers mois de 2024.

POLOGNE : la cotation de la vache O a presque rejoint la française

En Pologne, les prix des vaches ont augmenté en décembre et janvier, et sont maintenant nettement supérieurs aux valeurs des années passées. La vache O valait 4,61 €/kg de carcasse en semaine 3 (+20% /2024 et +14% /2023). Elle ne se situe plus que 2 centimes en dessous de la cotation française. La demande pour la viande de transformation est importante en UE.



Viandes bovines » Maigre »

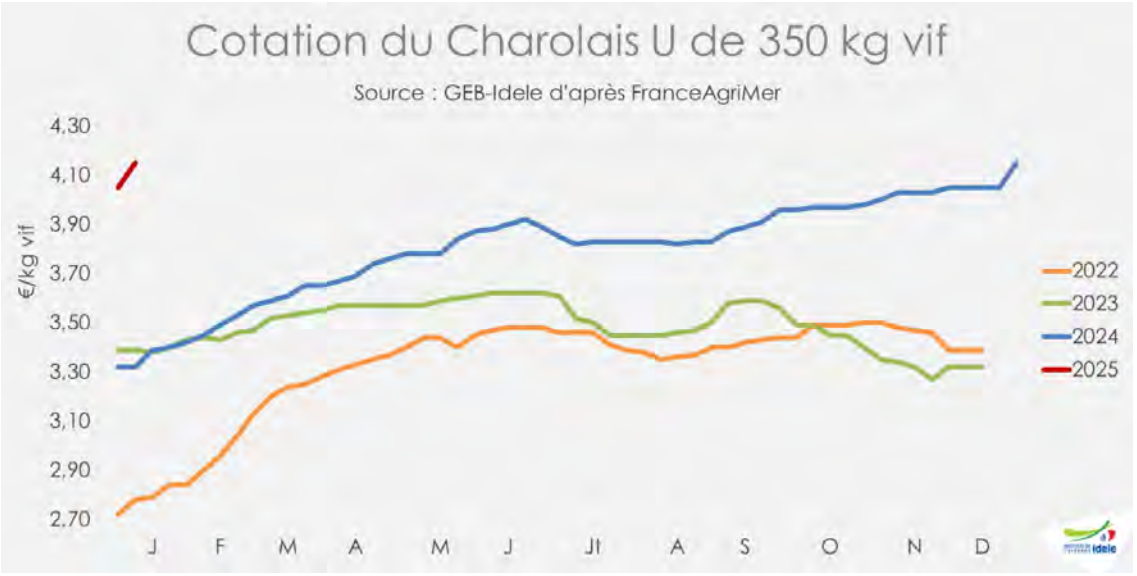
La baisse des naissances en 2024 a impacté fortement la disponibilité

Dernière révision le 27 janvier 2025

La baisse des naissances entre septembre et novembre 2024 impacte fortement les effectifs et la disponibilité des broutards. Cette baisse de l'approvisionnement a alimenté la hausse des prix de fin d'année.

Une année 2024 marquée par des cours toujours plus hauts

En 2024, les broutards ont connu une **hausse des prix notable** avec une reprise inhabituelle au second semestre. Cela s'explique par la **baisse importante des effectifs de broutards** dans le cheptel français en fin d'année, conséquence de la **baisse des naissances**.



Les prix des broutards mâles poursuivent leur hausse en début 2025, continuant de battre des records. Ainsi, en semaine 2 :

- Le Charolais U de 350 kg cotait 4,15 €/kg (+83 cts/2024) avec une hausse de 10 cts en quatre semaines.
- Le Charolais U de 450 kg 4,18 €/kg (+92 cts/2024) avec une hausse de 11 cts en quatre semaines.
- Le Limousin E de 350 kg atteignait 4,20 €/kg (+40 cts /2024).
- Le mâle croisé R de 300 kg se situait à 3,80 €/kg (+70cts /2024).

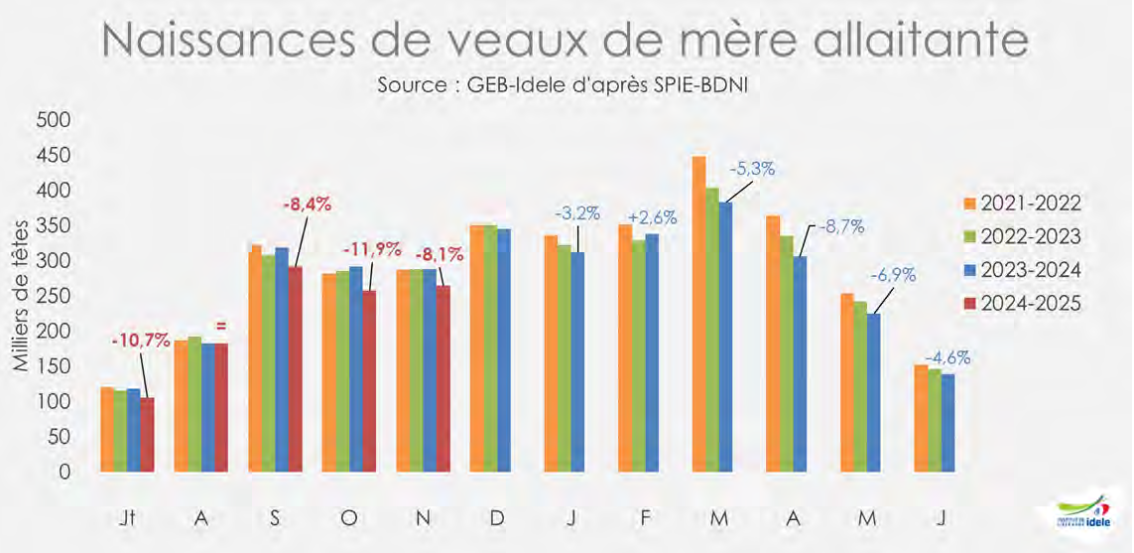
Sur les **marchés des femelles**, l'offre s'était stabilisée et les prix s'étaient établis en semaine 2 à :

- 4,00 €/kg pour la Charolaise U de 270 kg (+62 cts /2024).
- 3,90 €/kg pour la Limousine E de 270 kg (+50 cts /2024).

La chute des naissances allaitantes continue en novembre

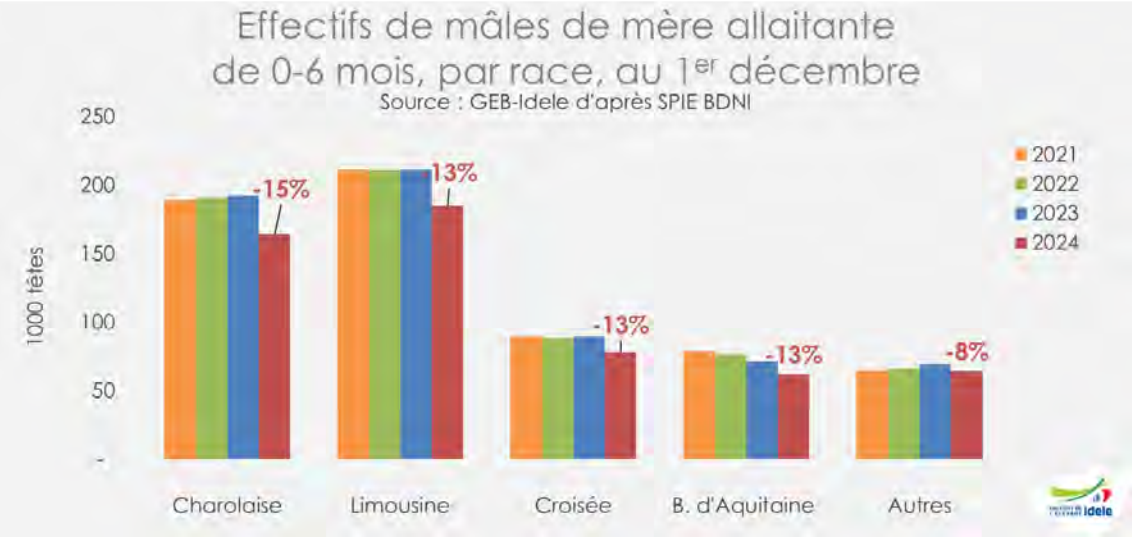
Comme attendu au vu du contexte sanitaire durant les mois précédents, **les naissances en cette fin d'automne 2024 ont continué de décroître**. On a compté seulement 264 000 veaux de mère allaitantes nés en novembre 2024, soit 23 000 de moins qu'en 2023 (-8,1%).

De fait, le cumul des naissances sur le début de la campagne (juillet – novembre) atteignait seulement 1 103 000 veaux (-97 000 par rapport à 2023-2024). Sur l'ensemble de l'année (janvier-novembre), le total s'établissait à 2,808 millions de veaux, en baisse de –5,8% /2023.



La baisse des naissances d'automne provoque la chute du nombre de broutards de moins de six mois

A la suite de la baisse des naissances observée cet automne, **les effectifs de mâles allaitants de moins de six mois étaient en baisse de 13%/2023 au 1er décembre**, à 554 000 têtes. Cette situation commence a affecter les effectifs disponibles pour les mises à l'engraissement et pour l'export.

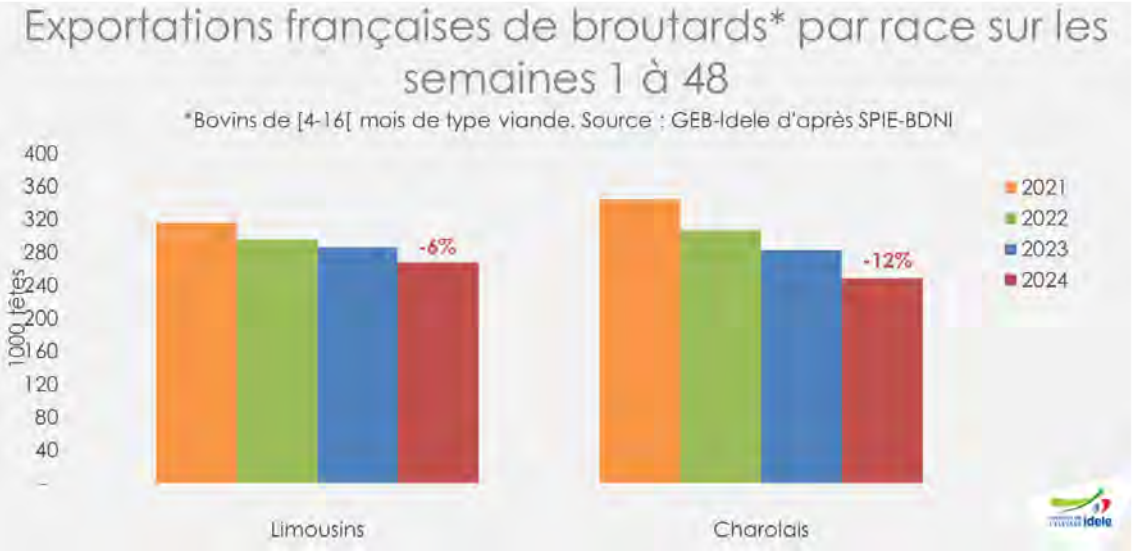


Les mâles allaitants plus âgés, de six à douze mois, étaient moins impactés, avec 704 000 animaux recensés au 1er décembre (-2 % par rapport à 2023).

Le Charolais beaucoup moins exporté

Avec une offre limitée, l'augmentation des mises en place pour l'engraissement se fait au détriment des exportations. **Entre les semaines 45 et 49 (04/11 au 02/12), 83 000 broutards ont été exportés, soit une baisse de 11 % par rapport à 2023 (-10 000 têtes)**.

En cumul sur 48 semaines (jusqu'au 17 novembre), les exportations totalisaient 866 000 têtes (-7 % par rapport à 2023). Entre les semaines 1 et 48, **les exportations de Charolais ont diminué de 12 %** sur un an (249 000 têtes), tandis que les Limousins, désormais première race exportée, atteignaient 268 000 têtes (-6 % par rapport à 2023).



Des exports de broutards prévus en baisse en 2025 : -8% /2024

Si le rythme du recul des exportations de broutards s'est légèrement atténué en 2024 (-5,6% /2023 contre environ -7% les deux années précédentes), il devrait à nouveau s'amplifier en 2025, **autour de -8 % soit -77 000 têtes** d'après nos prévisions. En cause, **la baisse du cheptel, les problèmes de fertilité et la réorientation des broutards vers les ateliers d'engraissement français**.

Les engraisseurs français sont parvenus à stabiliser leurs achats en 2024, malgré les faibles disponibilités, et ce au détriment des exportations de broutards qui ont baissé de 5,6% en 2024. Ce dynamisme de l'engraissement français devrait se poursuivre au 1er semestre 2025, mais les tensions déjà fortes sur le marché européen du broutard devraient s'amplifier au 2nd semestre, et conduiraient à exporter une proportion un peu plus forte des mâles disponibles.

Pour en savoir, lire nos prévisions ici : https://idele.fr/detail-article/previsions-viande-bovine-2025-la-production-baisse-encore-bousculee-par-le-sanitaire

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

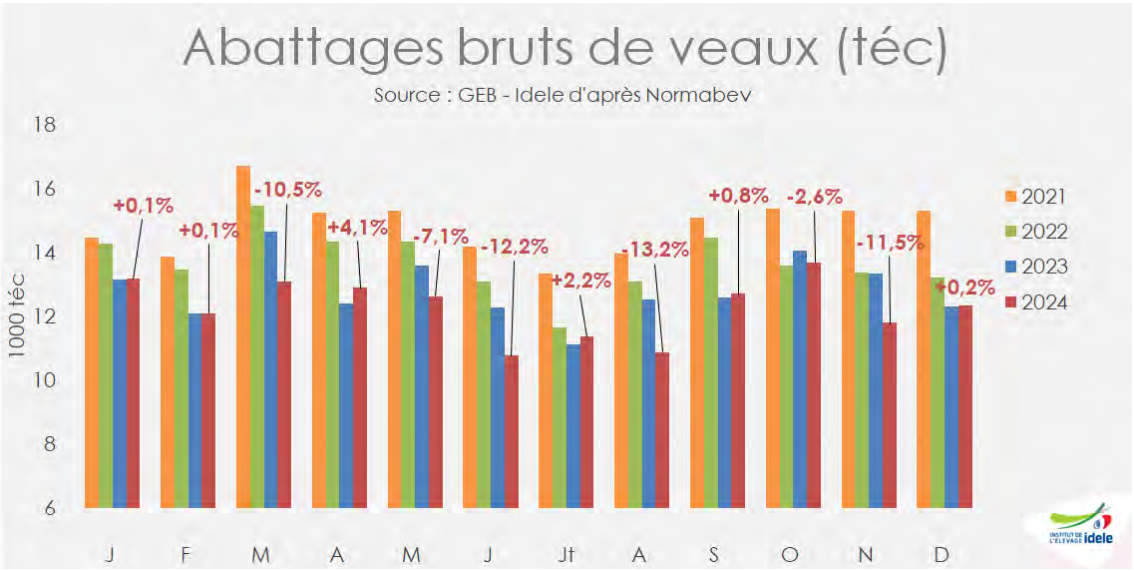
Moindre recul de la production française

Dernière révision le 27 janvier 2025

En 2024, la production française de viande de veau s'est érodée de 3,9%. Ce recul est cependant nettement inférieur à la chute constatée en 2022 et 2023.

Abattages stables en décembre

Les abattages de veaux de boucherie ont été dynamiques en décembre, ce qui permet de limiter le recul de la production.

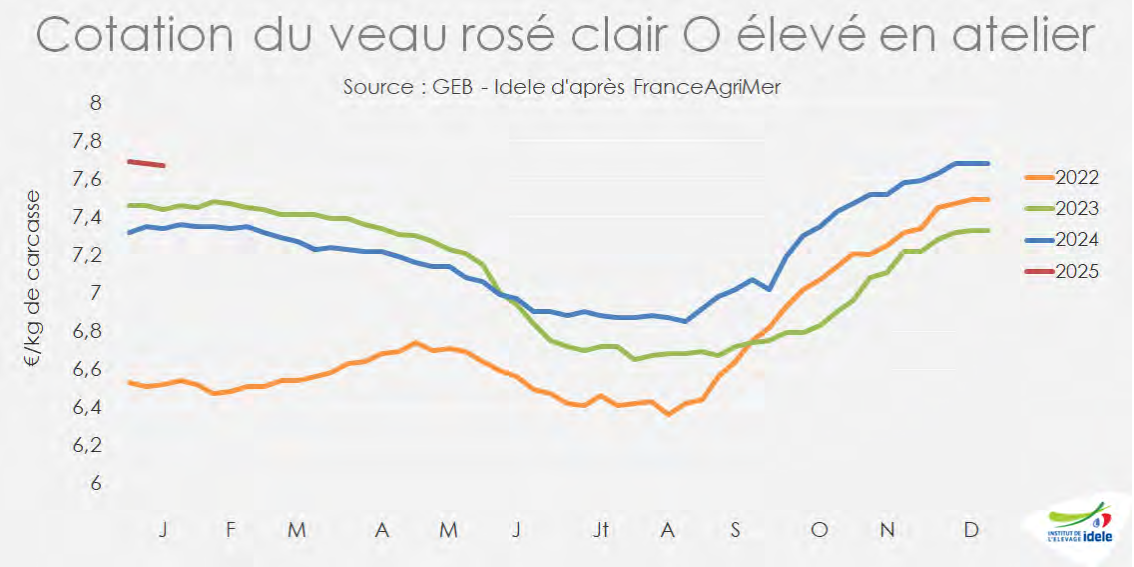


En décembre, 86 000 veaux ont été abattus, un niveau très proche (+0,2%) de celui de décembre 2023.

Sur douze mois, la production atteint 1,010 million de têtes, en baisse de 3,9% par rapport à 2023. La fluidité du marché tout au long de l'année a conduit par ailleurs à un **léger rajeunissement** des veaux abattus (188,4 jours en moyenne sur onze mois, soit -0,2 jour /2023) et à un **recul des poids carcasse** (145,9 kg, soit -0,6 kg /2023, sur douze mois). Le corollaire de ces bonnes conditions de commercialisation est un **recul plus élevé en volumes qu'en têtes**, avec 147 000 téc produites sur l'année (-4,3% /2023).

Cours stables à bon niveau

Les cours des veaux gras étaient stables à un niveau élevé début janvier 2025.



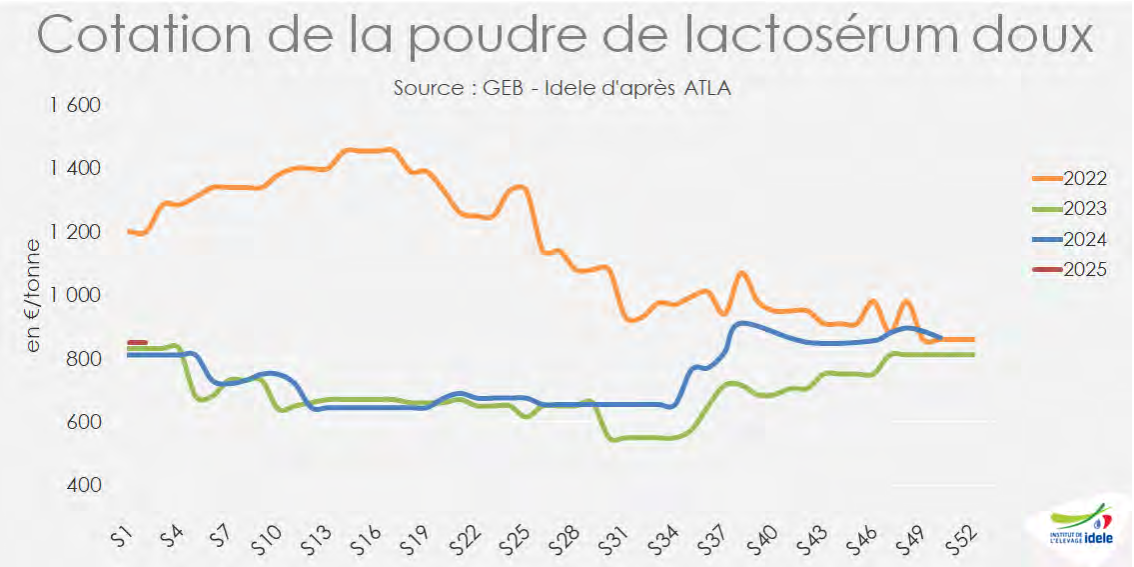
En semaine 3 :

- Le **veau de boucherie rosé clair O élevé en atelier** cotait 7,67 €/kg de carcasse, stable (-1 ct) sur quatre semaines et nettement supérieur (+33 cts) à l'année dernière.
- Le **veau de boucherie rosé clair R élevé en atelier** suivait la même tendance, à 7,92 €/kg (+4 cts en quatre semaines, +40 cts /2023).
- Les cours des **veaux sous la mère** se stabilisaient également à un bon niveau : en moyenne sur les quatre dernières semaines (2024-s 52 à 2025-s 3), le **veau rosé clair U élevé au pis** cotait 10,14 €/kg, soit 28 cts de plus qu'il y a un an.

Les différences de prix entre les catégories de veaux s'expliquent par la conformation des carcasses mais aussi par les marchés auxquels ils sont destinés. Pour en apprendre plus sur l'**organisation de la commercialisation de la viande veau** en France, nous vous conseillons la lecture de « Où va le veau ? », dossier économie de l'élevage n°554.

Cours des aliments lactés stables

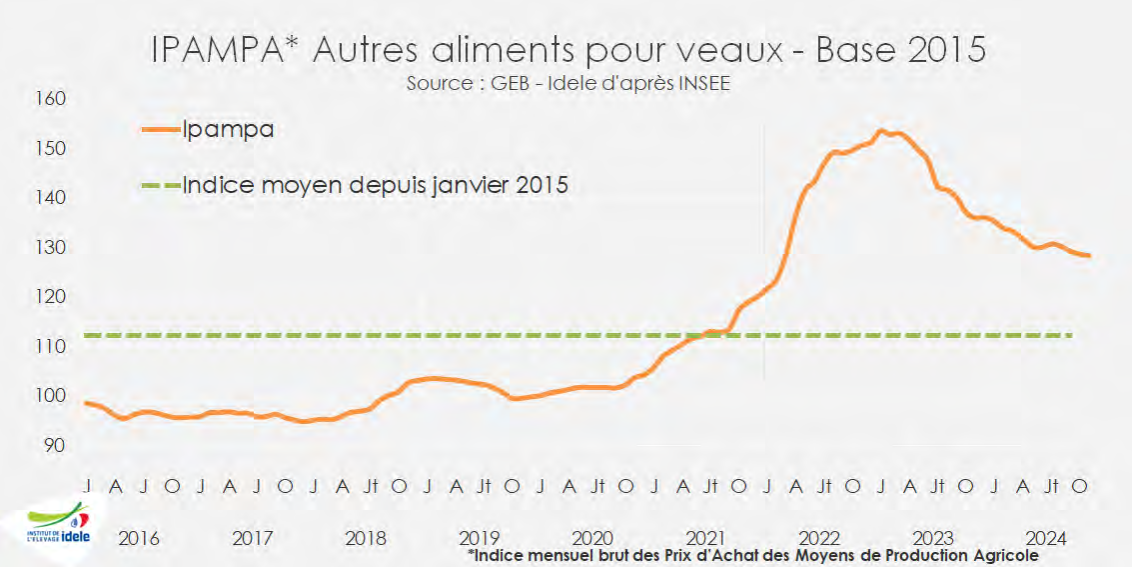
Les cours des matières premières lactées ont démarré l'année à un niveau très proche des deux années précédentes.



En semaine 2 :

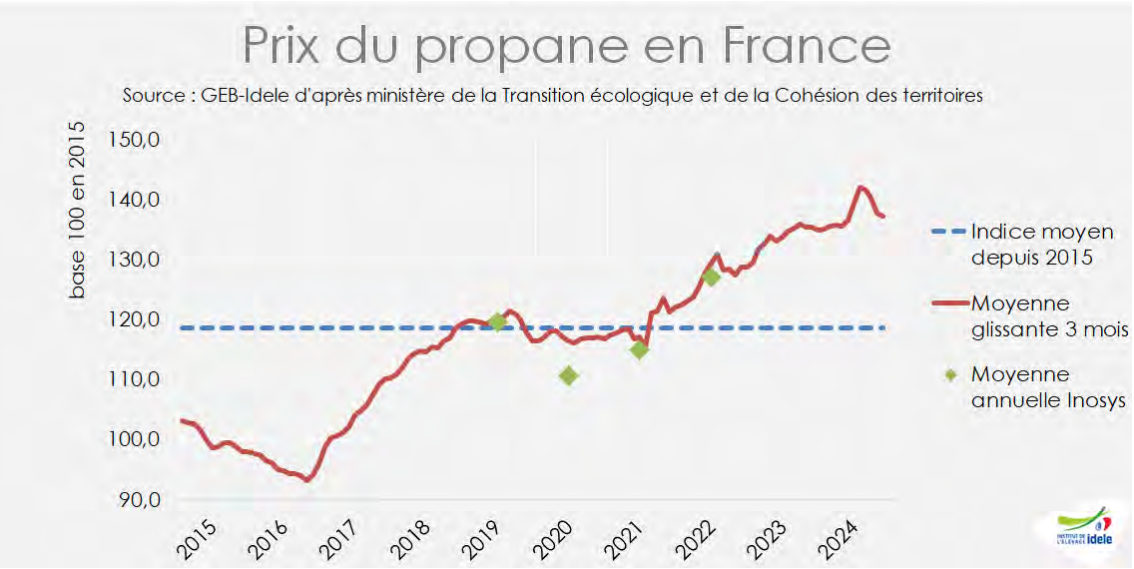
- La **poudre de lactosérum doux** cotait 850 €/t d'après ATLA, un niveau légèrement supérieur (+5%) à début 2024.
- La **poudre de lait maigre**, utilisée pour les veaux allaitants et les animaux de conformation supérieure, cotait 2 500 €/t, en léger repli (-5%) sur quatre semaines et très proche (+1%) de l'année dernière.
- L'indice agrégé **IPAMPA aliments d'allaitement pour veaux** était pour sa part en hausse en novembre, à 134,5 pts (+1% en un mois, mais -2% /2023), traduisant les soubresauts des cours des ingrédients lactés en fin d'automne.

Les prix des aliments solides poursuivaient leur repli en fin d'année, dans la lignée de la baisse des cours des céréales.



En novembre, l'**IPAMPA autres aliments pour veaux** poursuivait son recul à 128,4 pts (-5% /janvier 2024), et était désormais nettement inférieur aux deux années précédentes (-6% /2023 et -15% /2022).

Après un pic en début d'automne, les cours de l'énergie s'étaient un peu repliés, retrouvant leurs niveaux de fin d'été.



En novembre, l'**indice de prix du propane** calculé à partir des données du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, en base 100 en 2015, s'élevait à 135,5 pts, en recul de 2,5% sur un mois et proche (+0,1%) de son niveau de novembre 2023. Il reste toutefois supérieur de 15,6% à l'indice de 2019.

Changement de méthode de calcul des cours aux Pays-Bas

Les **cotations néerlandaises des veaux de boucherie** ont subi une double transformation au 1er janvier 2025.

Historiquement, les prix au kg étaient **calculés sur un poids administratif**, calculé à partir du poids carcasse des animaux auquel venait s'ajouter un correctif de 7,5 kg pour tenir compte des disparités de présentation des carcasses entre pays de l'UE. Cette règle a été abandonnée au 31 décembre 2024, provoquant une rupture de série dans les cours des veaux.

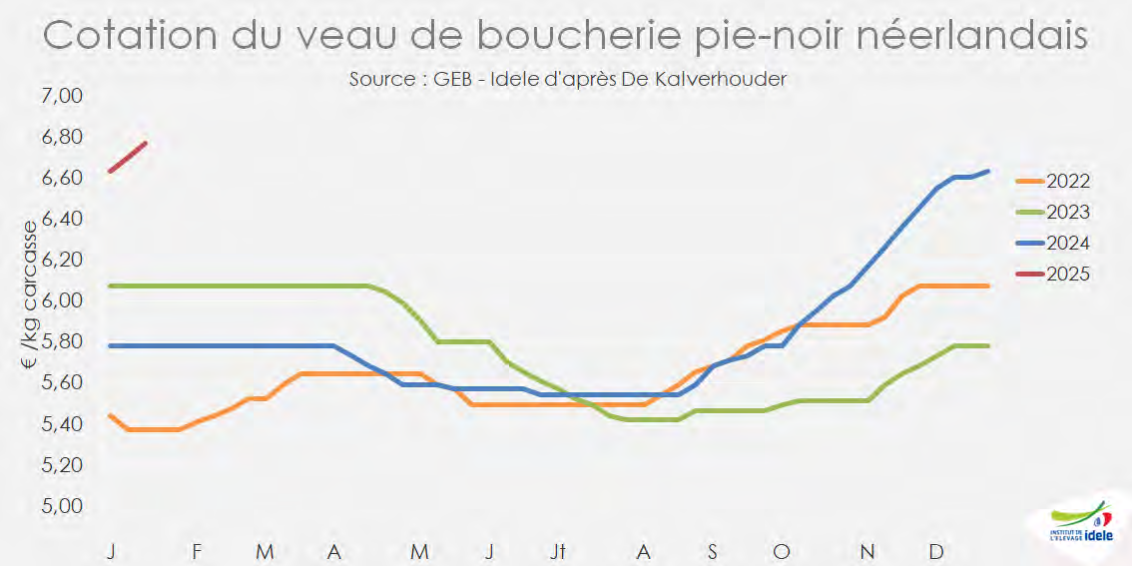
Par ailleurs, le taux de TVA applicable aux produits agroalimentaires est passé de 9% à 21% au 1er janvier.

Tous ces changements sont expliqués dans un article de *de kalverhouder.*

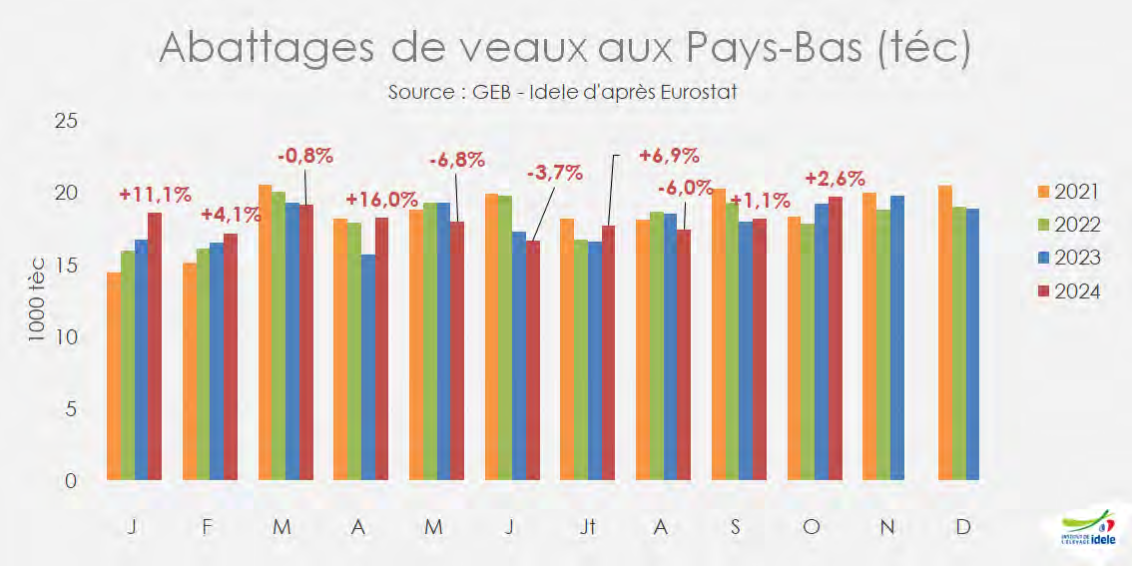
Nous suivrons donc désormais la cotation hors taxe des veaux pie-noir néerlandais. Pour pouvoir comparer les années entre elles, nous avons corrigé les cotations des années précédentes pour supprimer l'ajout de poids administratif sur les poids des carcasses.

Poursuite de la hausse des cours aux Pays-Bas

La bonne demande européenne en viande de veau tire les cours des veaux de boucherie néerlandais en début d'année.



En semaine 3, le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 6,77 €/kg de carcasse, en nette hausse de 17 cts en quatre semaines et supérieur de 99 cts à son niveau de début 2024, malgré une production en hausse.



En effet, si le **nombre de veaux abattus sur dix mois** aux Pays-Bas est très proche de l'année dernière, avec 1 160 000 têtes, la **hausse des poids carcasse** conduit à une **augmentation de la production**, à 181 000 téc (+2,1% /2023).

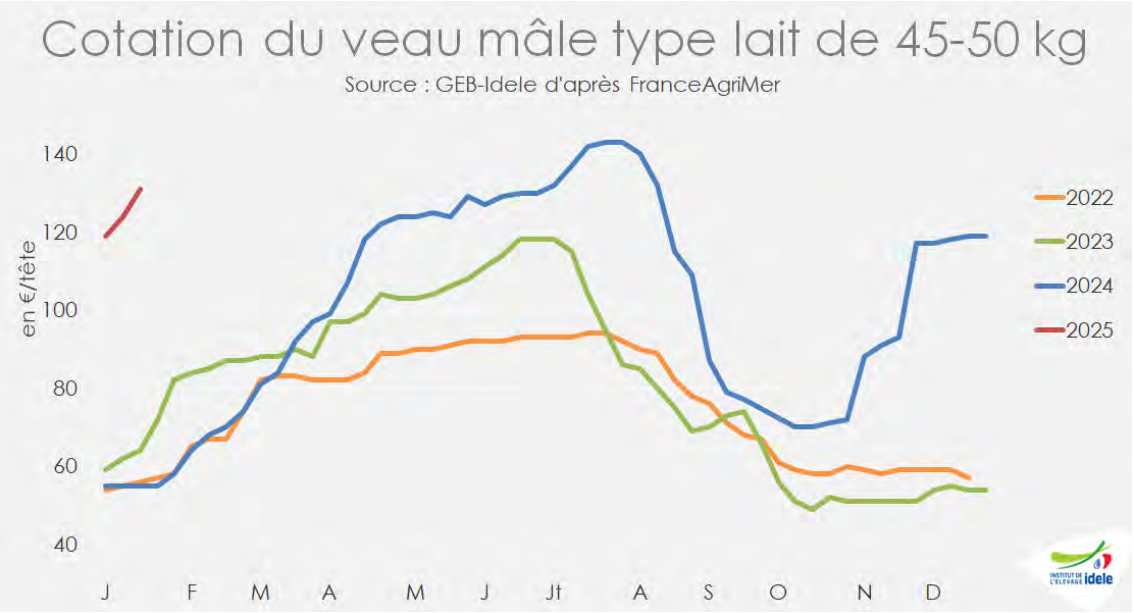
Prix records pour un début d'année

Dernière révision le 27 janvier 2025

Le recul des disponibilités en veaux laitiers continue d'entraîner les prix à la hausse début 2025 tout en réduisant les exportations. Les engraisseurs espagnols se tournent vers d'autres origines pour remplir leurs ateliers.

Cours haussiers début janvier

En décembre, les cours des veaux laitiers s'étaient stabilisés à un niveau élevé après leur forte hausse en novembre. En début d'année, ils ont de nouveau grimpé.

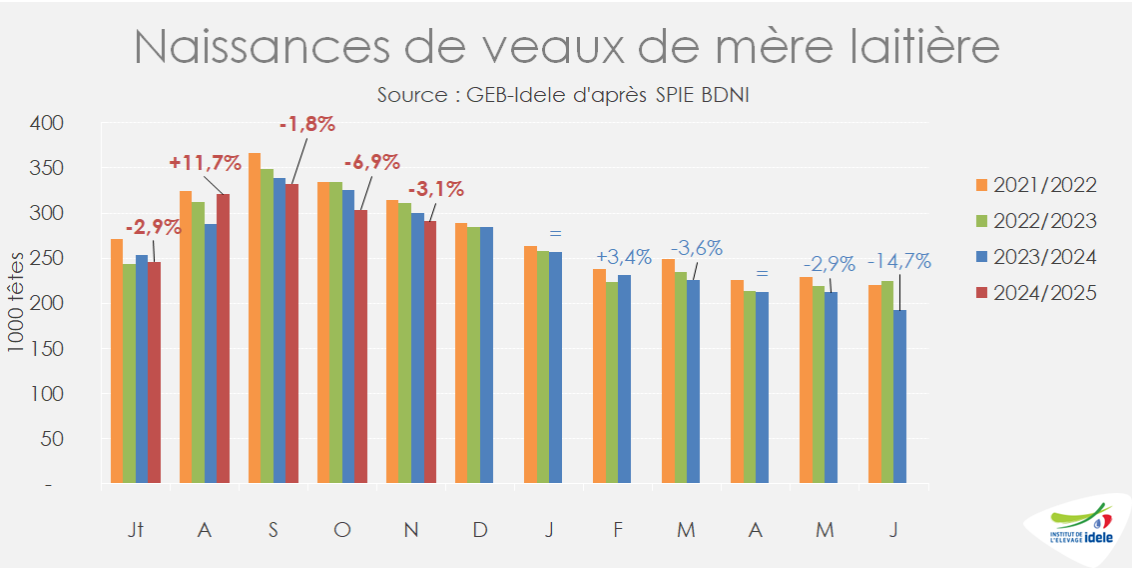


En semaine 3:

- Le **veau mâle Holstein de 45 à 50 kg** cotait 131 €/tête, en hausse de 12 € sur quatre semaines et à plus du double de son cours de début 2024. Ce niveau est même supérieur aux maximums observés entre 2019 et 2023.
- Le **veau mâle Holstein de 50 à 55 kg** suivait la même tendance, à 158 €/tête (+12 € en quatre semaines et ×2 /2024).
- Les **veaux mâles de type viande** (croisés et allaitants) connaissaient une hausse plus mesurée, à 291 €/tête (+63 € ou +28% /2024).

Disponibilités en forte baisse

À l'origine de cette envolée des cours se trouvent les disponibilités limitées en veaux laitiers pour l'engraissement et l'export.



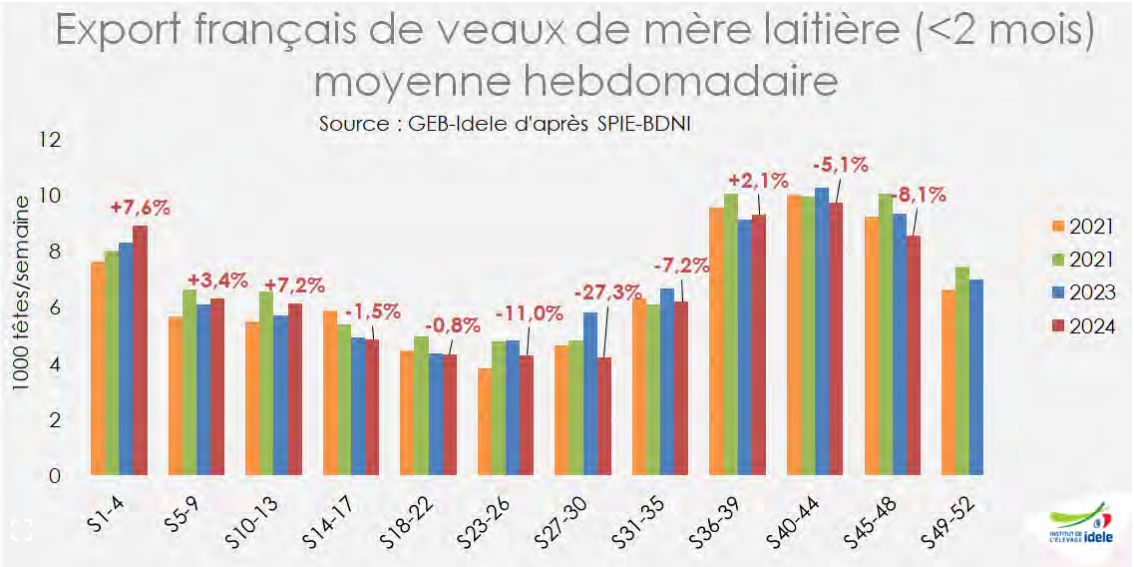
Les **naissances de veaux laitiers** avaient reculé de 6,9% en octobre, à 304 000 têtes, soit un manque de 22 000 veaux sur un an. Ce creux de naissances pèse sur les disponibilités vingt jours à un mois plus tard, lorsque les veaux sont vendus, d'où une hausse des cours en novembre. **En novembre**, le recul des mises bas a été moindre avec 291 000 veaux nés, soit une baisse de 3,1% /2023.

En cumul sur onze mois, 2 824 000 veaux sont nés de mère laitière, soit une baisse mesurée de 1,9% /2023. Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement (tous les mâles, et les femelles croisées lait-viande) reculaient dans la même mesure, à 1 683 000 têtes (-2,0% /2023).

Au 1er décembre, le cheptel laitier était en recul de 2% sur un an.

Recul des exportations de veaux laitiers

Sous la double pression de la baisse des disponibilités et de la hausse des prix, les exportations de veaux laitiers étaient en nette baisse en 2024.

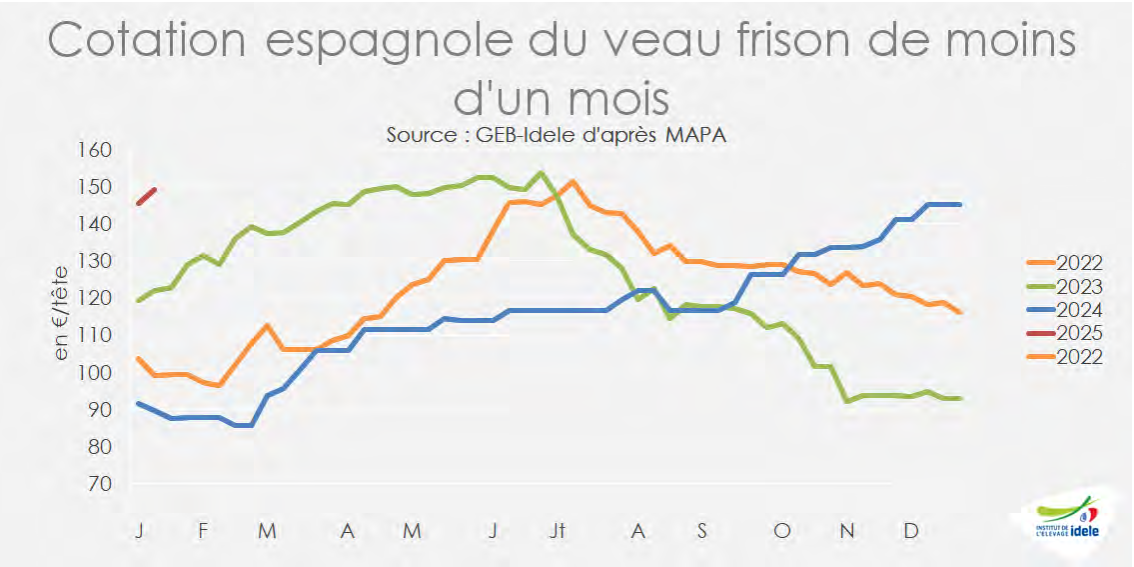


En novembre, seuls **34 000 veaux laitiers de moins de deux mois ont été exportés** d'après SPIE-BDNI, en recul de 8,1% /2023. En **cumul sur 48 semaines** (jusqu'au 1er décembre), 319 000 veaux ont été exportés toutes destinations confondues, soit une baisse de 3,3% /2023.

D'après les Douanes françaises, l'**Espagne représentait toujours la destination de 88% des veaux** exportés, un niveau égal à l'année dernière.

Hausse des prix des veaux espagnols

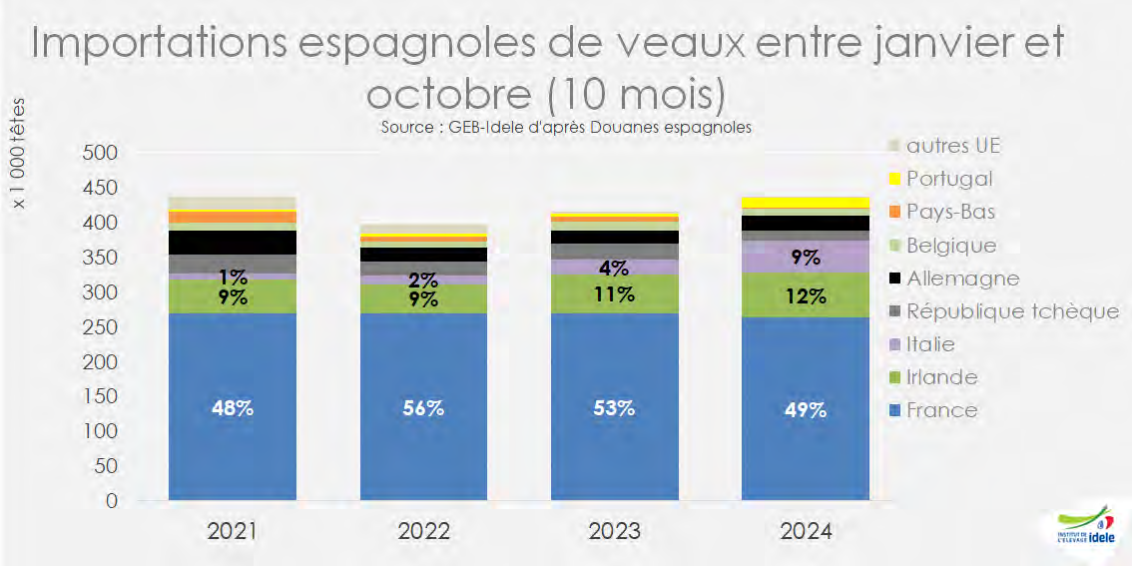
Les cours des veaux frisons espagnols ont démarré l'année sur une nette hausse, dans la foulée de leur croissance au second semestre 2024, à contre-saison de la baisse habituellement constatée par le passé.



En semaine 2, les **veaux frisons de moins d'un mois** cotaient ainsi 149 €, en hausse à nouveau de 4 € sur quatre semaines et très nettement au-dessus des cours des années précédentes (+67% /2024, +22% /2023). La très bonne demande européenne et méditerranéenne en viande bovine tire les cours des jeunes bovins espagnols (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe), ce qui fait mécaniquement augmenter la demande pour les veaux laitiers, d'autant plus dans un contexte de baisse de l'offre en veaux laitiers français.

Une diversification des origines pour les engraisseurs espagnols

Conséquence de la baisse de l'offre française et de son coût élevé, les engraisseurs espagnols se sont tournés vers d'autres origines pour leurs veaux.



D'après les Douanes espagnoles, les **veaux français** n'ont représenté que 49% des veaux laitiers importés sur les dix premiers mois de 2024, contre plus de la moitié les deux années précédentes. Les **importations de veaux irlandais** étaient en forte hausse de 14% sur un an, à 64 000 têtes, alors que ceux d'**Italie** ont plus que doublé (×2,2), à 47 000 têtes. Les **importations depuis le Portugal** ont également fortement augmenté (×2,8), à 14 000 têtes.

Collecte française freinée par la FCO mais ventes de produits laitiers dynamiques

Dernière révision le 27 janvier 2025

Lait de vache » Collecte laitière »

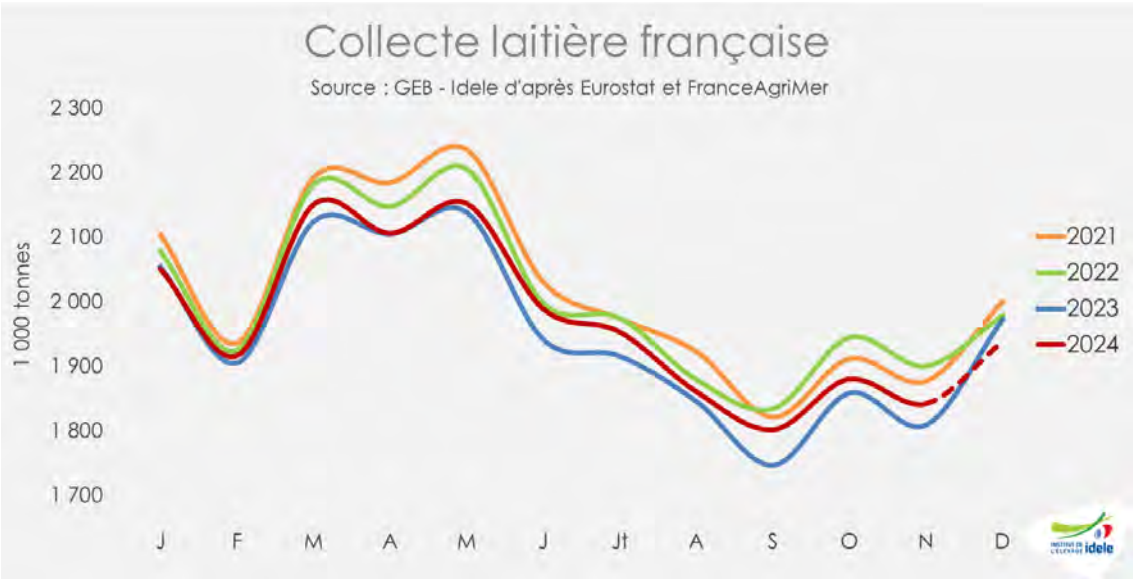
Une année de reprise pour la collecte laitière française freinée par des incidents sanitaires

Dernière révision le 27 janvier 2025

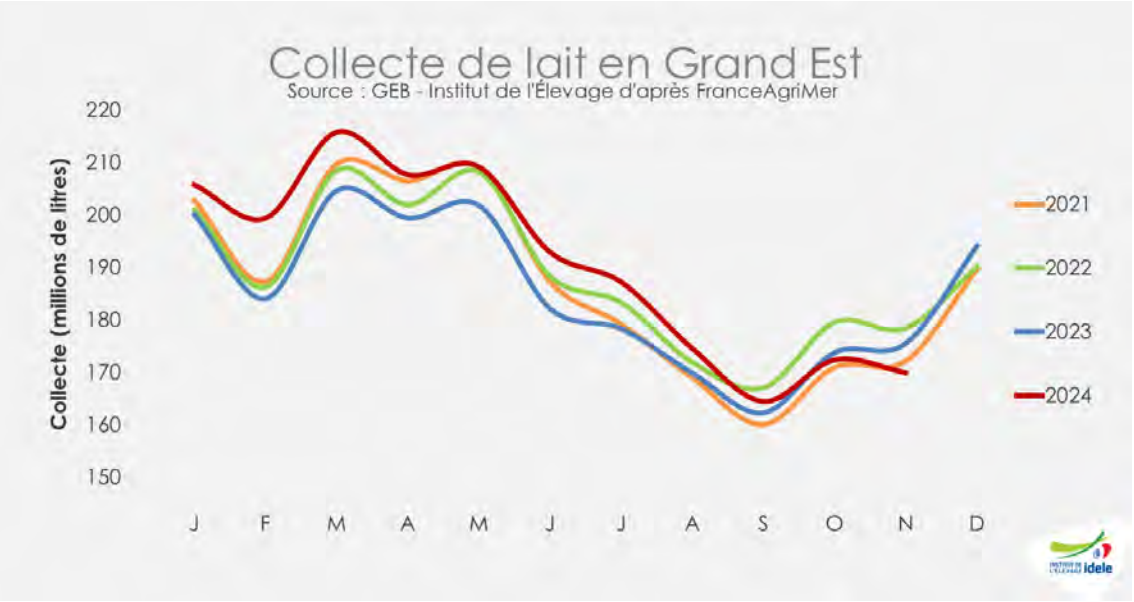
En novembre 2024, la collecte laitière française a montré une belle dynamique, malgré les impacts persistants de la FCO dans plusieurs régions de l'Est. La tendance annuelle reste positive, mais les baisses de collecte observées depuis septembre en freinent l'ampleur. Parallèlement, le prix du lait standard est en progression.

Collecte dynamique en novembre mais les impacts de la FCO se renforcent à l'Est

En novembre, la collecte laitière française a progressé de 1,8% /novembre 2023. Une belle hausse, mais il convient de rappeler que la collecte avait fortement baissé à cette même période un an plus tôt. En cumul sur 11 mois, la collecte affiche une progression de 1,2% /2023. Toutefois, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, le mois de décembre devrait se clôturer sur un recul significatif de 1,7 % sur un an. Ainsi, pour l'ensemble de l'année 2024, la hausse atteindrait 1 % par rapport à 2023. Néanmoins, cette augmentation aurait pu être bien plus marquée sans les baisses de collecte observées depuis fin septembre dans certaines régions, principalement dues à la Fièvre Catarrhale Ovine (FCO). Trois régions ont été particulièrement touchées : la Bourgogne-Franche-Comté, le Grand Est et les Hauts-de-France. En octobre, la chute de la collecte s'est accentuée et plus encore en novembre, atteignant -8 % en Bourgogne-Franche-Comté et en Grand Est, et environ -4 % dans les Hauts-de-France. Cette tendance se poursuit en ce début d'année 2025, avec des baisses de collecte qui persistent dans ces territoires.



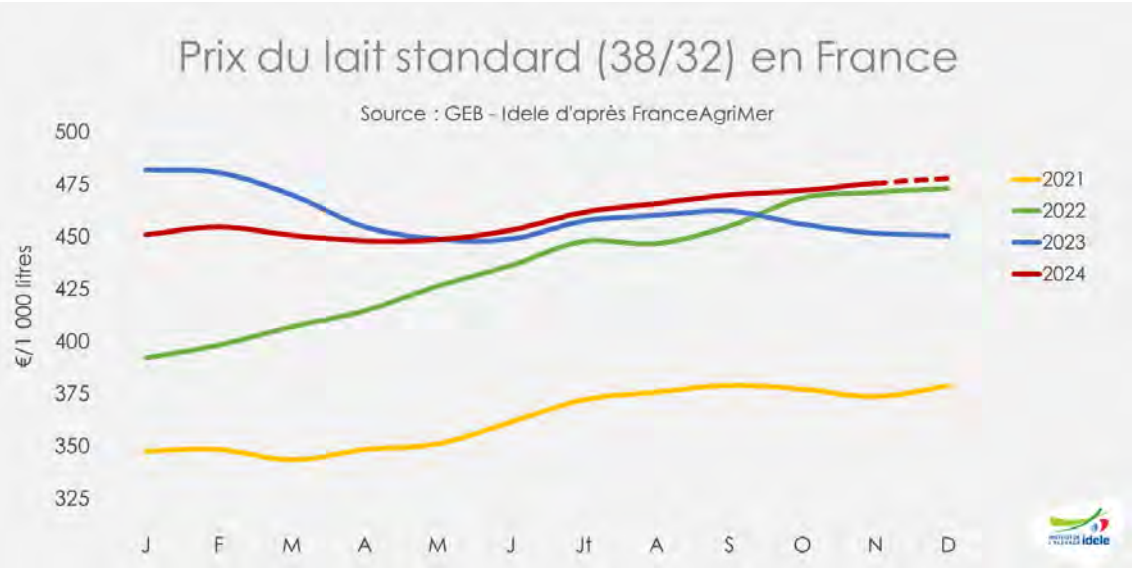
Les impacts de la FCO sont importants. La maladie a fortement affecté les vaches laitières, entraînant une baisse de leur production. Malgré l'atténuation des symptômes, ces animaux peinent à retrouver leur niveau de lactation. Au-delà de la baisse de productivité, la FCO a provoqué des problèmes de fertilité dans les troupeaux. Des vaches laitières n'ont pas été fécondées, décalant les inséminations fécondantes et, par conséquent, les vêlages. À cela s'ajoute une augmentation préoccupante des avortements. Ces effets sont d'autant plus dommageables que les zones touchées affichaient un bon dynamisme en 2024. Dans la région Grand Est, par exemple, la collecte avait dépassé les niveaux des trois dernières années avant de chuter brutalement à partir de fin septembre, en raison de l'épidémie. Ces perturbations laissent présager un **recul de la collecte laitière dans les régions concernées au cours du premier semestre 2025**.



Après un net recul de la collecte en Pays de la Loire en 2023, principalement dû à la mauvaise qualité des maïs ensilage récoltés en 2022, la situation s'est redressée en 2024 grâce à des récoltes de maïs 2023 d'excellente qualité. Cependant, les données hebdomadaires de FranceAgriMer révèlent une baisse notable en décembre, atteignant près de -2 % /2023. Ce recul semble lié aux effets combinés de la Maladie Hémorragique Épizootique (MHE) et à la qualité des maïs ensilés en 2024.
En 2024, les récoltes françaises de maïs ont été plus abondantes que la moyenne 2019-2023 (+1,3%), grâce à une augmentation des surfaces semées, conséquence des difficultés rencontrées lors des semis de céréales à paille. Des hectares de maïs ensilage n'ont pu être toutefois récoltés. Les semis tardifs et des conditions de récolte parfois difficiles ont affecté **la qualité des maïs**, qui, bien que globalement bonne, **reste inférieure à celle de 2023**. Depuis décembre, de nombreux éleveurs ont commencé à utiliser les fourrages récoltés en 2024. Ces fourrages, qu'il s'agisse de maïs ou d'herbe, affichent une qualité moindre par rapport à l'année précédente, ce qui devrait peser sur les rendements laitiers. Pour compenser, **les éleveurs renforcent la complémentation alimentaire**, rendue plus accessible par la baisse des prix des céréales, des concentrés et des correcteurs azotés (recul du prix du tourteau de soja de 21% sur 1 an en novembre 2024). Le maintien du prix du lait à un niveau soutenu incite également à enrichir les rations. La production demeure cependant très impactée par les incidents sanitaires.

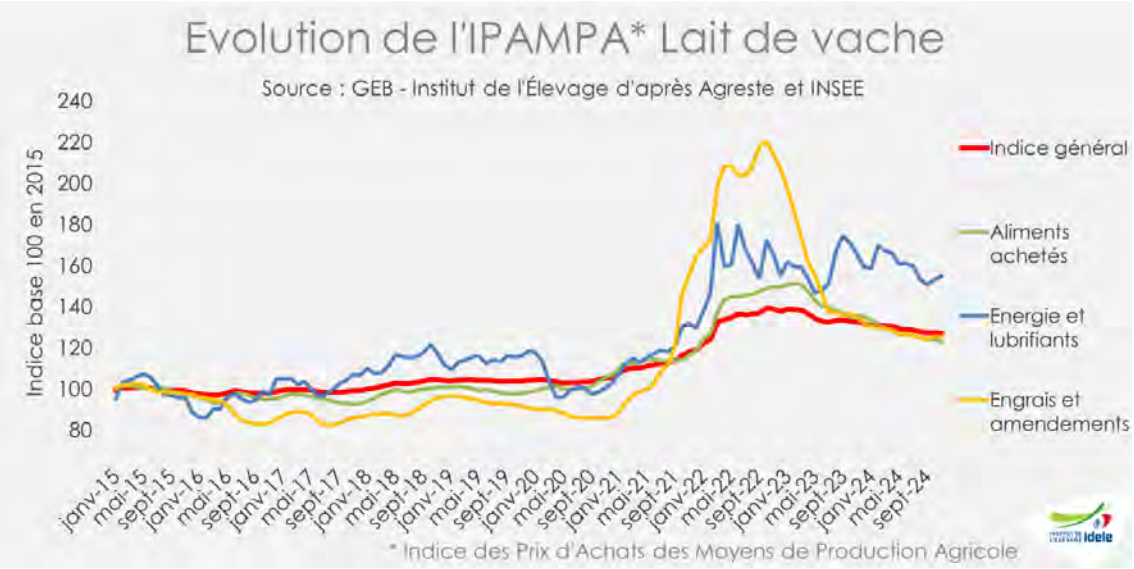
Hausse du prix du lait

En novembre 2024, le prix du lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP) en France a atteint 476 €/1 000 l, en hausse de 24€ sur un an. Avec un prix en décembre qui devrait encore légèrement progresser, le prix moyen annuel serait équivalent à 2023. Pour 2025, les grands groupes laitiers ont annoncé des augmentations de prix du lait payé à leurs éleveurs.



Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), sont restées quasiment **stables en novembre 2024** d'un mois sur l'autre (-0,2%) et ont diminué de 4,1% / novembre 2023. Sur un an le recul est très marqué pour le poste aliment acheté (-9,4% /2023), pour les engrais (-7,1%) et aussi pour l'énergie (-6,4%).

La plupart des charges incluses dans l'IPAMPA sont en recul, à l'exception des frais vétérinaires, des dépenses liées à l'entretien des équipements et des bâtiments, ainsi que des frais généraux. Toutefois, certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, continuent de progresser.



La marge MILC, estimée à 192 €/1 000 l en novembre, a progressé de 10 € en un mois sous l'effet d'une hausse du produit lait, d'une petite augmentation du produit de la vente des animaux et d'une quasi-stabilité des charges. La MILC a augmenté de 40 €/1 000 l sur un an. Le produit lait a progressé de 21 €, les coproduits viande ont augmenté (+3 €), tandis que les charges se sont aussi réduites (-16€).

Lait de vache » Collecte laitière »

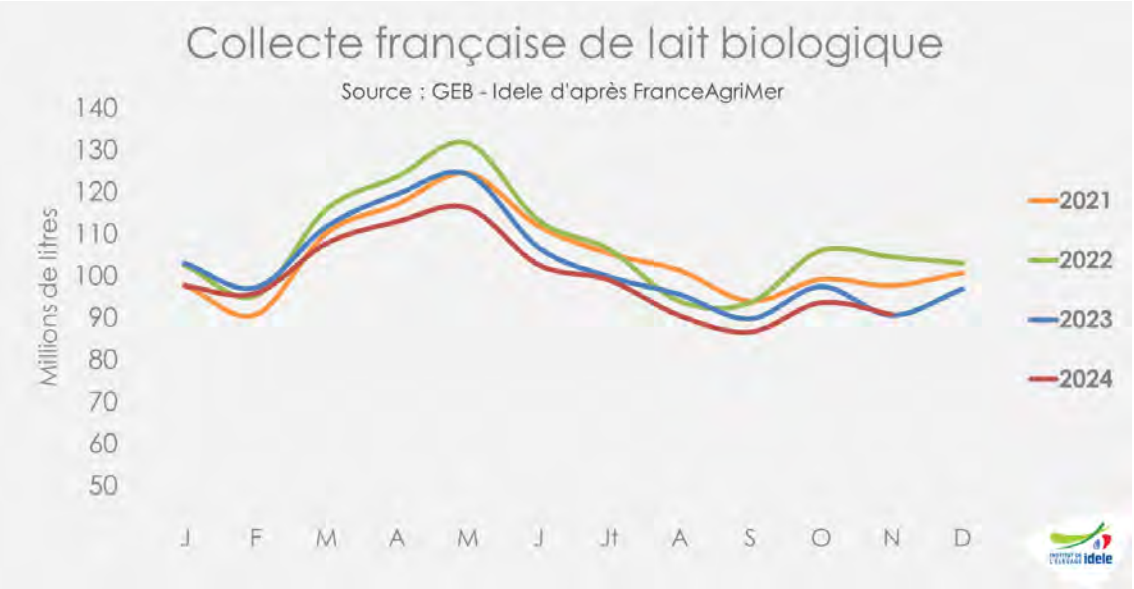
Du mieux en 2024 pour le lait bio ?

Dernière révision le 27 janvier 2025

Après plusieurs mois de recul, la collecte de lait biologique en France semble s'être stabilisée en novembre 2024. Cependant, sur l'ensemble de l'année, la baisse reste significative. En parallèle, les ventes de produits laitiers bio ont poursuivi leur repli, bien que la tendance soit moins marquée qu'auparavant.

Stabilisation de la collecte de lait biologique en novembre 2024

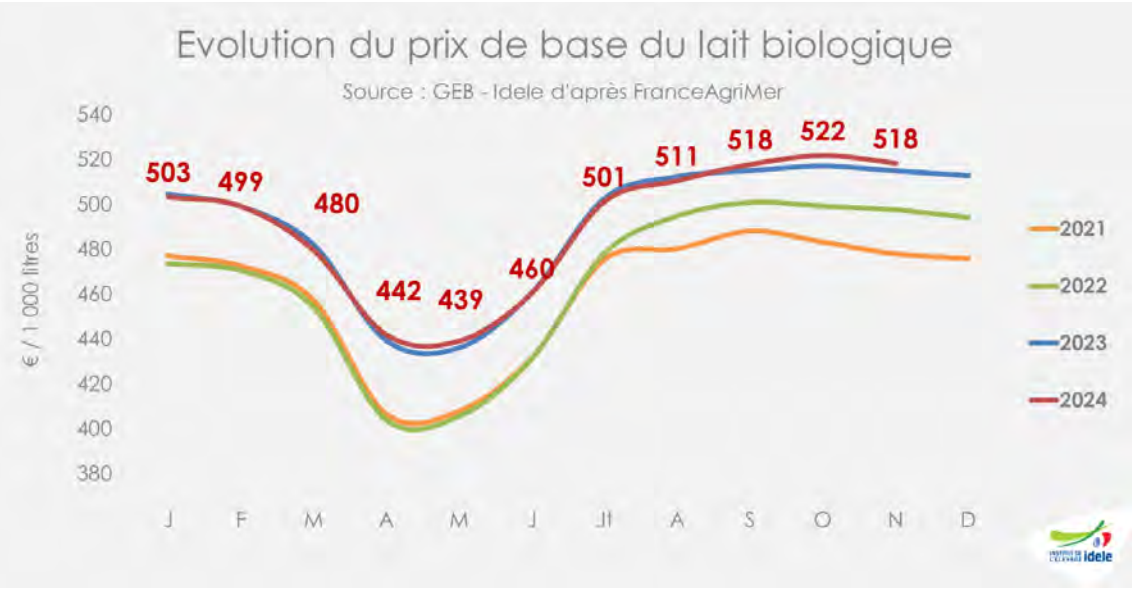
Après plusieurs mois de baisse, la collecte de lait biologique en France s'est stabilisée en novembre 2024 (+0,1% /2023). Toutefois, le mois de novembre 2023 avait été marqué par un fort repli. Sur les 11 premiers mois de l'année, la collecte de lait bio accuse une baisse notable de 4,1 % par rapport à 2023, une tendance identique ramenée en MSU. Cette diminution s'explique par deux facteurs principaux : la contraction du nombre de livreurs et les aléas climatiques. Le nombre de livreurs de lait biologique, qui avait atteint un sommet en juin 2022 avec plus de 4 300 livreurs (source : FranceAgriMer), n'a cessé de diminuer depuis. En novembre 2024, leur nombre est tombé à moins de 3 900 (-10% / juin 2022) soit 9,4% des livreurs français. Par ailleurs, les conditions météorologiques ont lourdement pesé sur la production. Un printemps particulièrement pluvieux a perturbé le pâturage des vaches, réduisant leur productivité. Néanmoins, la seconde moitié de l'année a bénéficié d'un retournement favorable : les bonnes conditions de pâturage, jusqu'à très tard dans l'année, ont compensé la mauvaise qualité des fourrages récoltés et permis de retrouver des rendements laitiers plus satisfaisants. Contrairement aux éleveurs conventionnels, les éleveurs bio ont limité l'usage de concentrés, leurs coûts demeurant très élevés.



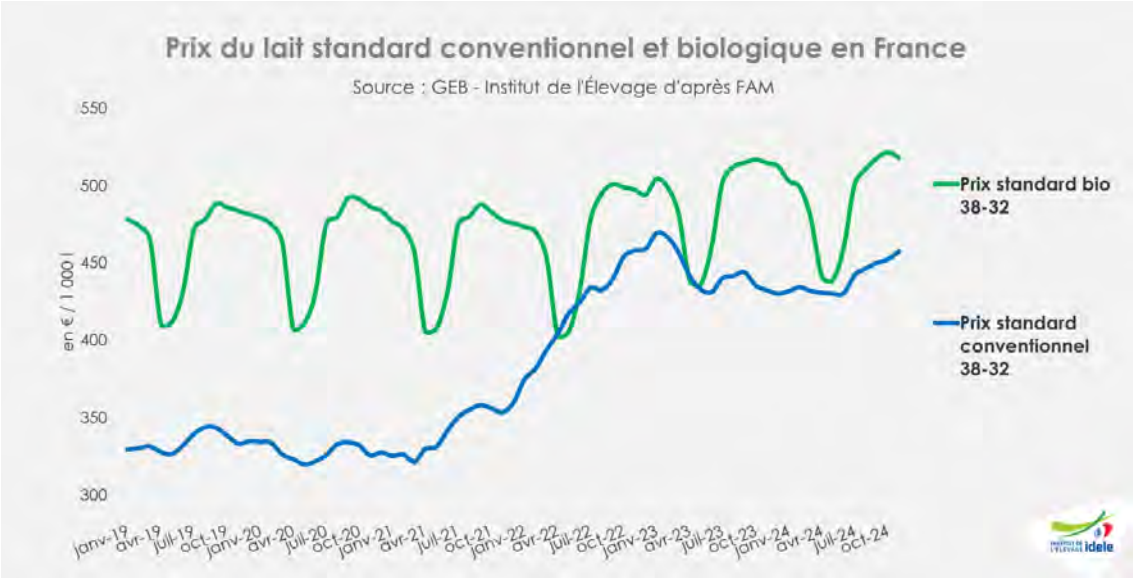
À l'exception de la Normandie, où la collecte est restée stable en cumul sur 11 mois, les autres régions ont enregistré une baisse. En Pays de la Loire, première région productrice, le recul atteint 4,2 %, tandis que la Bretagne, en seconde position, limite les pertes à 1,3 %. La dégradation est plus marquée en Auvergne-Rhône-Alpes, troisième région de production, qui accuse une chute significative de 7,6 %. Les régions de l'Est, impactées par la FCO, affichent des reculs dépassant les 8%.

Prix du lait bio inchangé par rapport à 2023

En novembre 2024, le prix moyen du lait bio 38/32 s'est établi à 518 €/1 000 l, légèrement supérieure à l'année précédente (+3€ /2023). Depuis le début de l'année, la courbe de prix suit la même trajectoire que celle observée en 2023. Ainsi, le prix moyen sur l'année 2024 est identique à l'année dernière. D'après des annonces de laiteries, le prix du lait bio devrait légèrement augmenter en 2025.

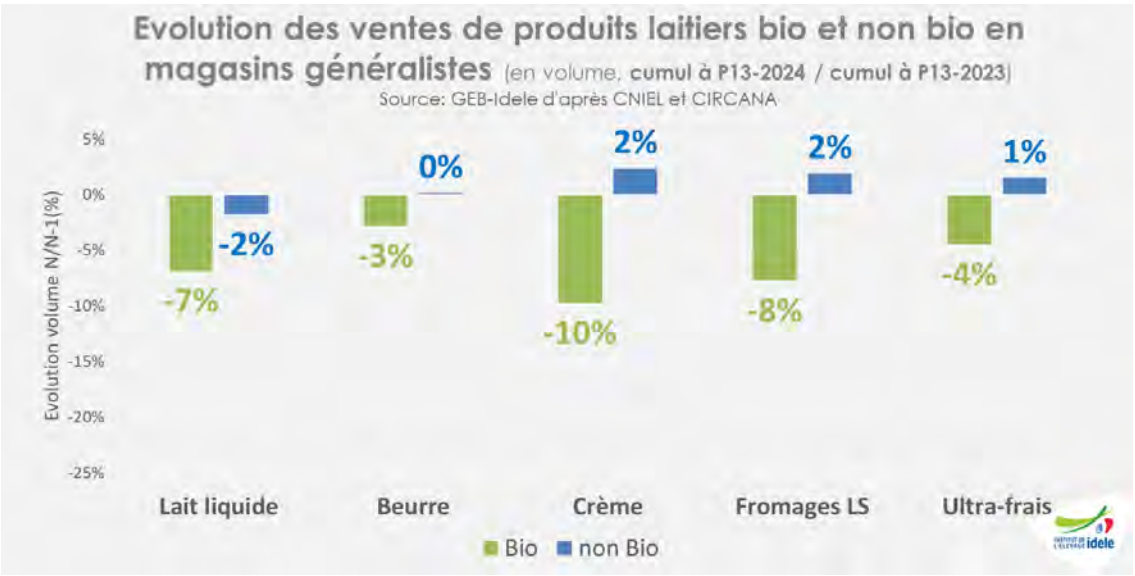


Il est intéressant de souligner que depuis 2022, **l'écart de prix entre le lait bio et le lait conventionnel s'est considérablement réduit**. En 2024, on note un écart en moyenne de 50 €. L'écart était habituellement de 130 €.

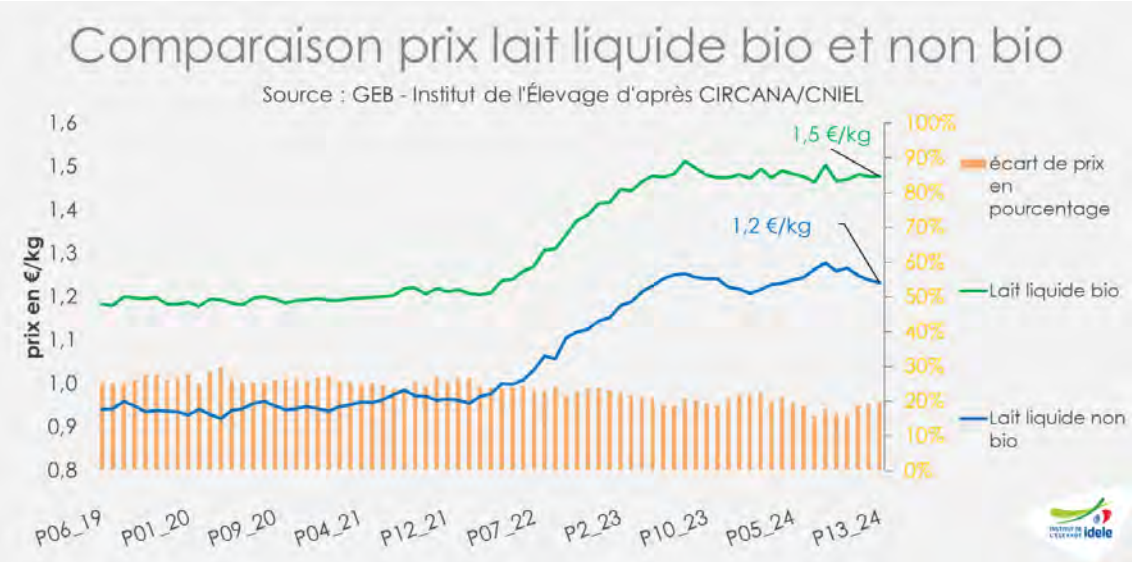


Ventes de produits laitiers bio toujours en baisse

En 2024, les ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes ont poursuivi leur recul amorcé en 2021. Le repli est toutefois moins marqué, estimé à 5,7% /2023 en équivalent lait, alors qu'on dépassait les 10% en 2023 et 2022. La baisse est toujours très forte pour la crème bio (-10% /2023) et les fromages (-8%), deux catégories déjà marginales en bio (avec des parts de marché de 1,6% pour la crème bio et 0,8% pour les fromages bio en volume en magasins généralistes).



Les prix des produits laitiers bio en magasins généralistes ont assez peu évolué en 2024 comparé à 2023. A l'exception du prix du beurre qui a progressé de 3%, le prix des autres produits a oscillé entre -1% et +1%. Les écarts de prix avec leurs équivalents non bio avoisinent les 10% pour le beurre, les 15-20% pour le lait liquide et l'ultra frais, et jusqu'à 45% pour la crème et les fromages.



L'écart de prix entre les laits conditionnés bio et non bio reste relativement stable au fil du temps, bien qu'il se soit réduit en 2023 et 2024. Alors qu'il frôlait les 25 %, cet écart est désormais proche de 20 % au cours de ces deux dernières années.

Un risque de pénurie du lait bio ?

La consommation dans les magasins spécialisés bio semble montrer des signes de reprise. Par ailleurs, dans d'autres pays européens, la consommation de produits laitiers biologiques est repartie à la hausse. Et les ventes en magasins généralistes en France pourraient avoir atteint leur point bas. Un redémarrage de la consommation de produits laitiers bio dans l'Hexagone pourrait survenir. Cependant, la baisse de la collecte de lait bio, qui devrait se poursuivre, le faible nombre de conversions et les arrêts de certification laissent entrevoir un risque de pénurie de lait bio si la demande venait effectivement à repartir. Plus préoccupant encore, des interrogations subsistent quant à la capacité des exploitations à se convertir dans un contexte largement favorable au lait conventionnel. L'accélération de la robotisation et la recherche de volumes de production par ferme, pourraient freiner l'essor de nouvelles conversions vers la bio.

Lait de vache » Consommation »

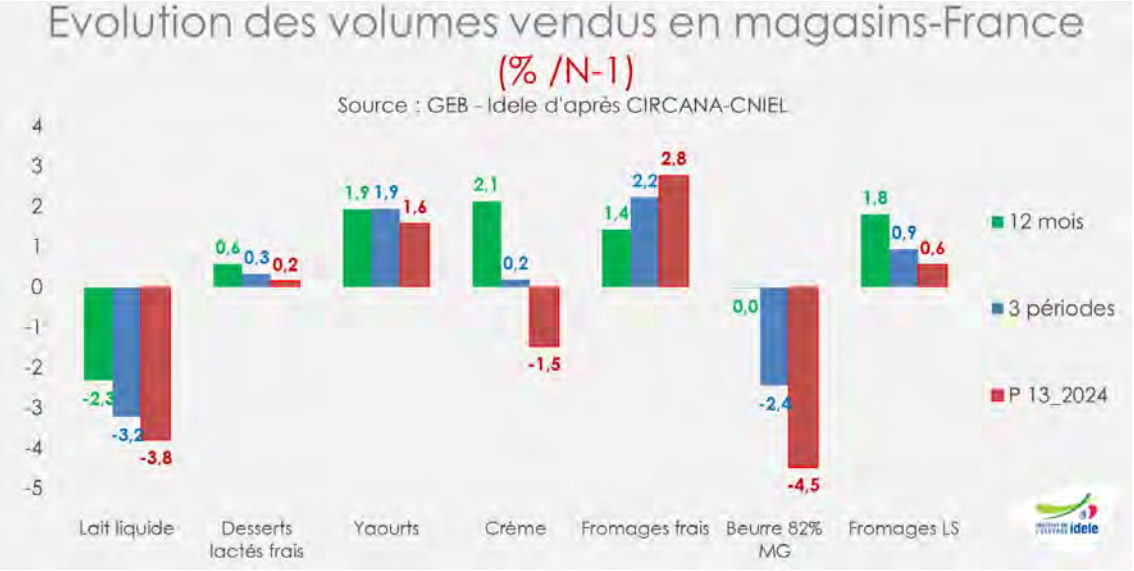
Croissance des ventes de produits laitiers en 2024 portée par les MDD et les 1ers prix

Dernière révision le 27 janvier 2025

En 2024, les ventes de produits laitiers ont progressé en magasins généralistes, soutenues par la crème, les yaourts et les fromages. Les produits MDD et marques 1er prix ont continué de croître, tandis que la baisse sur les fromages AOP s'est atténuée.

Hausse des ventes pour les produits laitiers en 2024

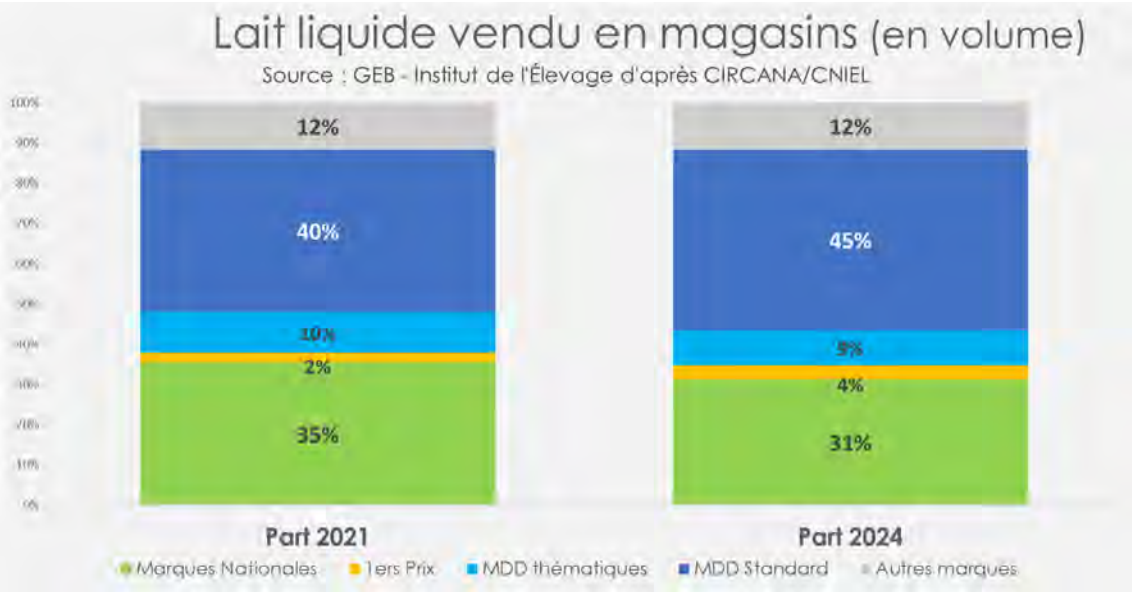
En 2024, les Français ont accru leurs achats de produits laitiers dans les magasins généralistes (GMS et EDMP), malgré un contexte de restriction des dépenses alimentaires. Les ventes ont enregistré une progression de 0,8 % /2023 en équivalent lait. Ce dynamisme est principalement porté par la crème, les yaourts et les fromages. Les ventes de fromages frais et de desserts lactés frais ont également augmenté, mais de manière plus modérée. Quant au beurre, les ventes sont restées stables en 2024, bien qu'un net recul ait été observé ces derniers mois. Enfin, le lait conditionné continue de suivre une tendance baissière.



Les ventes de MDD continuent à progresser en 2024

En 2024, les ventes de produits laitiers sous marques nationales ont enregistré des baisses en volume dans toutes les catégories, en particulier pour les laits conditionnés (-7,9 % /2023), la crème conditionnée (-4,1 %) et le beurre (-3,6 %). À l'inverse, les produits sous marques de distributeurs (MDD) continuent de bénéficier d'une forte hausse des volumes, tout comme les marques 1er prix. Alors que les ventes de produits MDD thématiques (terroir, bio, kids, reflets de France, Nos régions ont du talent… ou tout ce qui a une spécificité et une signature particulière) restent en retrait, celles des produits MDD standards sont en forte progression, notamment pour la crème (+7,6 % /2023), l'ultra frais (+6,3 %) et le beurre (+6,1 %). Bien que représentant des volumes plus faibles, les produits sous marques 1er prix connaissent une nette augmentation, avec des hausses variant de +3,5 % pour l'ultra frais à +15,2 % pour le beurre.

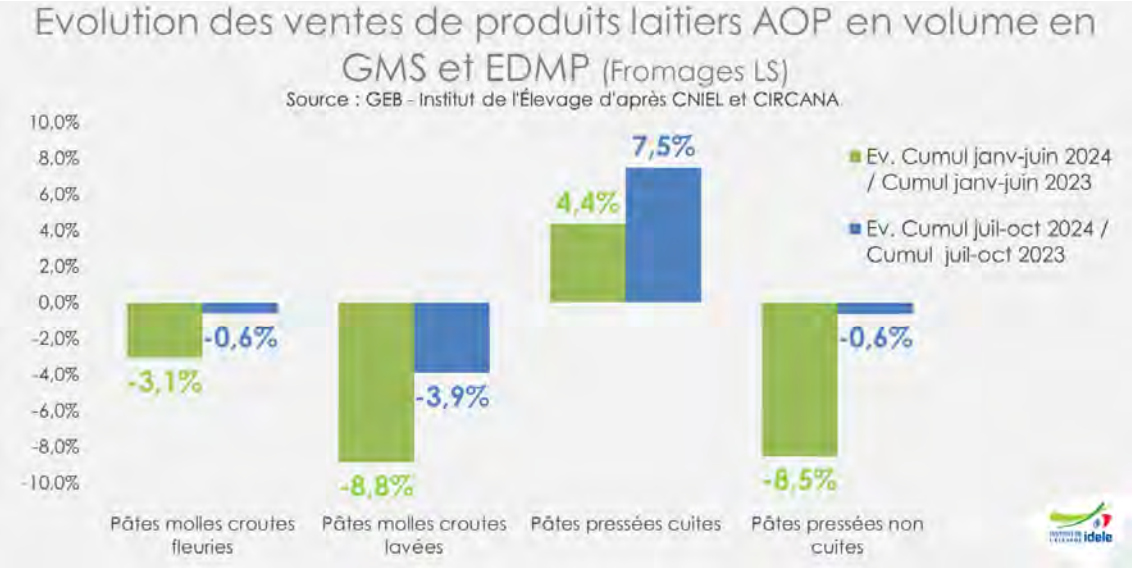
Ainsi, **la part de marché des produits MDD continue de croître depuis trois ans**. Les MDD standards représentent désormais 45 % des ventes en magasins généralistes pour les laits conditionnés, soit une hausse de 5 points en trois ans, tandis que les marques nationales ont chuté à 31 %.



La baisse des ventes de fromages AOP s'atténue

Depuis 2022, les ventes de fromages AOP connaissent un repli. En 2024, bien que la tendance reste globalement baissière, le recul semble se modérer sur la seconde moitié de l'année. Les fromages à pâte molle à croûte lavée, tels que le Munster, le Maroilles, le Pont-l'Évêque ou encore le Vacherin, enregistrent les baisses les plus marquées. Au premier semestre 2024, leurs ventes en volume ont chuté de 8,8% /2023, en magasins généralistes, rayon libre-service. Toutefois, entre juillet et octobre, la baisse s'est atténuée à 3,9 % /2023. De leur côté, les fromages à pâte pressée non cuite, comme le Reblochon, le Cantal, le Saint-Nectaire ou encore le Morbier, ont connu un recul de 8,5 % au premier semestre 2024, avant de

stabiliser leurs ventes. Les pâtes molles à croûte fleurie, telles que le Camembert ou le Chaource, affichent une baisse plus limitée de 3,1 % au premier semestre, suivie d'une stabilisation sur les quatre mois suivants. À l'exception de 2022, où les ventes de pâtes pressées cuites ont connu un déclin, celles-ci sont restées stables en 2023 et ont repris leur croissance en 2024. Cette reprise est notamment portée par l'augmentation des ventes de Comté, qui représente 63 % des ventes de cette catégorie, mais également par les bons résultats du *Parmigiano* et du *Grana Padano*.



Comme le montre le graphique ci-dessus, les ventes de fromages AOP ont enregistré un net recul au premier semestre 2024 /2023, à l'exception des pâtes pressées cuites. **De juillet à octobre, le marché a montré des signes de reprise**, avec des baisses moins prononcées et une belle performance pour les pâtes pressées cuites (+7,5 % /2023).

Cours de l’agneau élevés en Europe début 2025

Dernière révision le 24 janvier 2025

Viande ovine » France »

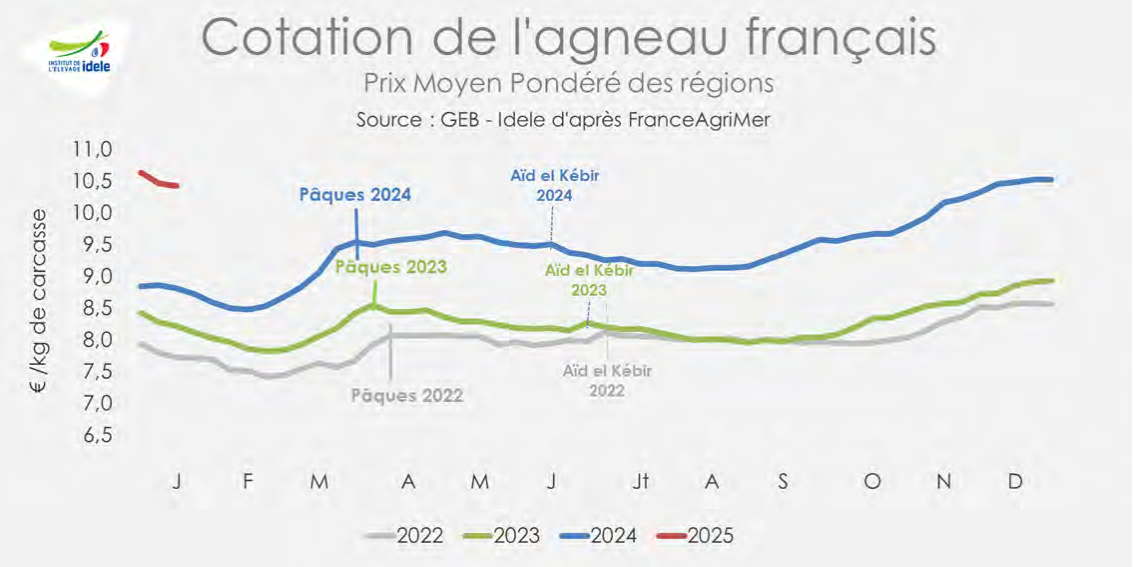
Le marché de l’agneau reste atone début 2025

Dernière révision le 24 janvier 2025

Avec une volonté de recapitaliser chez la plupart des élevages ovins, notamment suite à la FCO qui a impacté plusieurs régions françaises au 2nd semestre 2024, les abattages et notamment ceux de brebis, ont du mal à démarrer en ce début d’année.

Le cours de l’agneau français démarre 2025 à des niveaux soutenus

En semaine 3 de 2025 (se terminant le 19 janvier), la **cotation** français de l’agneau lourd atteignait **10,43 €/kg**, en baisse de 0,04 €/kg d’une semaine sur l’autre et en hausse de 1,57 €/kg par rapport à la même semaine en 2024.

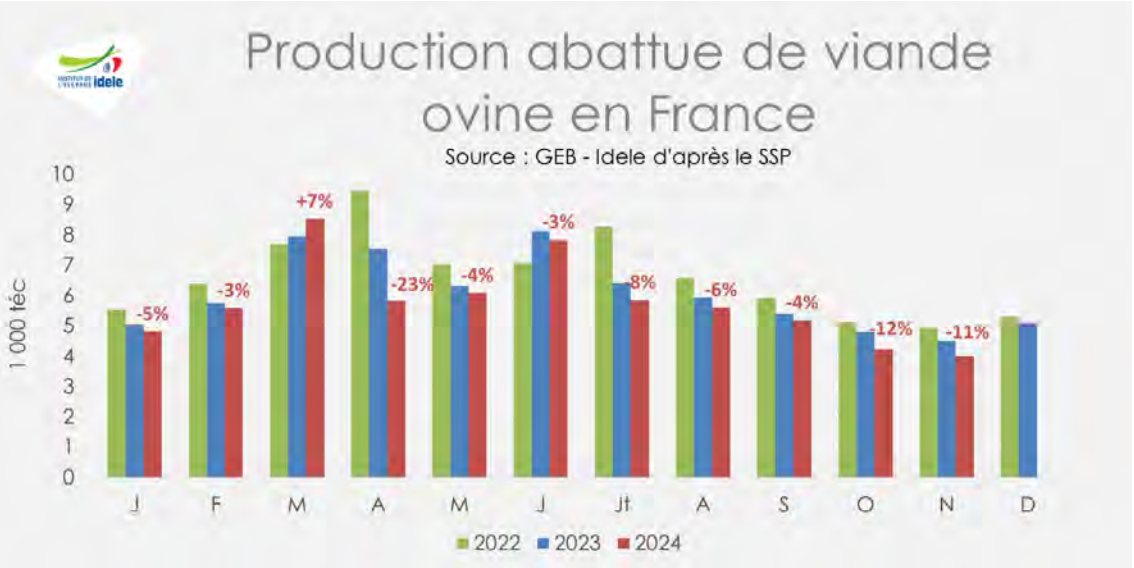


Les abattages se redressent de façon saisonnière à partir de la semaine 2, ce qui fait mécaniquement baisser la cotation en alourdissant le marché. Celui-ci reste toutefois peu encombré : la production reste inférieure à celles des années précédentes.

L’IPAMPA ovin viande poursuit très progressivement sa baisse amorcée fin 2022 : il était encore quasiment stable d’un mois sur l’autre en novembre 2024 et en baisse de 3% /2023. Si on regarde dans le détail :
• L’indice **énergie et lubrifiants** augmentait de 1% d’un mois sur l’autre et reculait de 13% /2023 ;
• L’indice **engrais** était stable d’un mois sur l’autre et baissait de 7% /2023 ;
• L’indice **aliments achetés** était également stable d’un mois sur l’autre et reculait de 7% /2023.

Les abattages français restent limités début 2025

Selon *Agreste*, **la production abattue de viande ovine était en recul de 6% d’une année sur l’autre sur les 11 premiers mois de 2024**, à 63 600 téc, et de 14% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023).



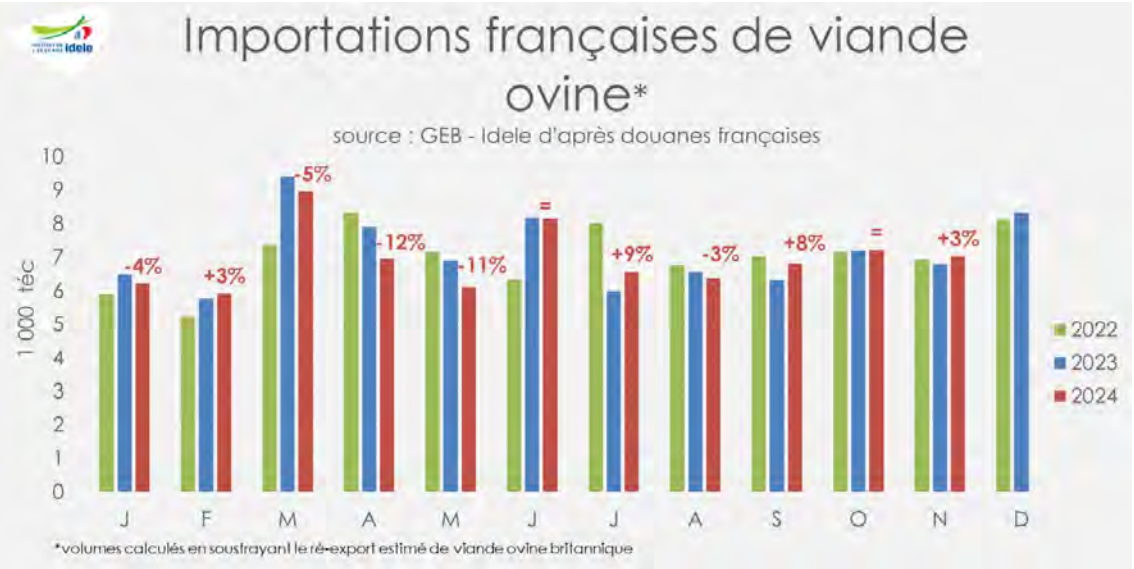
Les **abattages d'agneaux** sur 11 mois ont **reculé** de 5% en effectif comme en volume, avec un poids moyen de carcasse stable, à 18,4 kgéc, tandis que les **réformes** ont vu leurs carcasses s'alléger de près de 0,3 kgéc d'une année sur l'autre. Leurs effectifs ont diminué de 10% sur la période mais en volume la baisse est plus prononcée (-11%).

D'après les données *d'Ovinfos* fournies par Interbev, **les abattages sont restés baissiers dans l'ensemble fin 2024** même s'ils se sont rapprochés de leur niveau de 2023 lors du pic associé à Noël (- 1,5%). Début 2025, le marché est atone. **Les agneaux Lacaune commencent à sortir mais les séquelles de la FCO sont visibles, notamment sur la production d'agneaux allaitants, au Nord**. La mortalité liée à la FCO couplée à la volonté des éleveurs de recapitaliser provoque un manque de brebis dans les abattoirs français.

Malgré une production qui aurait mérité d'être complétée, **les importations d'agneaux vivants ont reculé en 2024** : -18% sur 11 mois comparé à 2023. En juin 2023, environ 31 500 agneaux portugais avaient été importés, aucun en 2024. Les imports de notre 1er fournisseur d'agneau, l'Espagne, augmentaient toutefois de +15% sur la période. Les importations d'ovins adultes vivants suivent la même tendance : sur 11 mois, elles baissent de 23% d'une année sur l'autre, à 17 000 têtes. **Les exports d'agneaux ont quant à eux baissé de 1% sur la période**, totalisant 240 000 têtes, et ceux de réformes de 6%, à 47 000 têtes.

Les importations françaises de viande ovine se redressent au 2nd semestre 2024

En cumul **sur 11 mois en 2024, les importations de viande ovine reculent** au total de 2% comparées à 2023, cumulant 76 400 téc.



Les importations françaises de viande ovine étaient en hausse d'une année sur l'autre en juillet (+9%), baissières en août (-3%), de nouveau en hausse en septembre 2024 (+8%), stables d'une année sur l'autre en octobre puis **une nouvelle fois haussières en novembre (+3%)**. Sur ce dernier mois, les importations d'Espagne et de Nouvelle-Zélande poursuivent leur dynamisme, tandis que les volumes en provenance d'Irlande régressent toujours. On observe un regain en provenance du Royaume-Uni, après 8 mois de baisse.

Le disponible français poursuit son recul en novembre 2024

En cumul sur 11 mois en 2024, les abattages français sont en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine, pénalisant directement le disponible.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 4% /2023 et de 13% comparé à la moyenne 2015-2019.

D'après les données du panel *Kantar* de FranceAgriMer, **sur 11 mois en 2024, les achats de viande ovine par les ménages français auraient baissé de 11% /2023 en volume**. Le prix moyen pondéré de la viande ovine a augmenté dans le même temps de 3%. On observe un recul moins important des volumes avec des prix également en hausse en viande bovine, vitelline et porcine. Seuls les achats de volaille progressent, avec des prix qui baissent nettement.

Les prix de vente des agneaux français comme des agneaux d'import sont de plus en plus importants et cela pèse sur les achats des consommateurs mais aussi sur le linéaire qui est accordé à la viande ovine dans les grandes surfaces. Début 2025, les achats de viande ovine par les ménages français restent bas alors que les sorties d'agneaux Lacaune débutent.

Viande ovine » UE et monde »

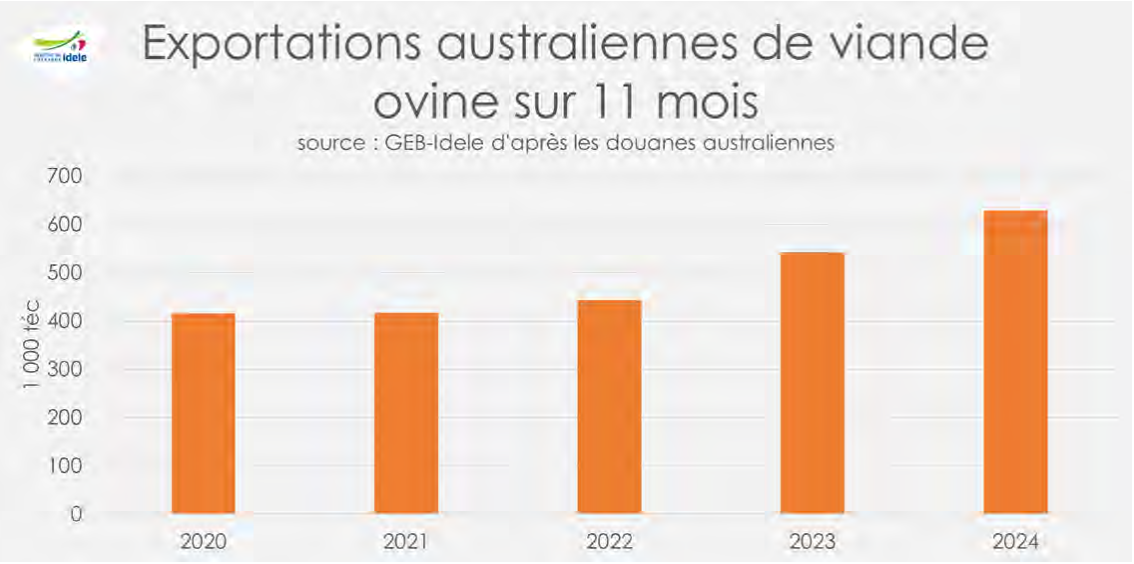
L'Australie, seul exportateur majeur qui progresse en 2024

Dernière révision le 27 janvier 2025

Face à une production toujours dynamique en 2024 à la suite d'un épisode de recapitalisation visiblement efficace, l'Australie enregistre une hausse à deux chiffres de ses exportations de viande ovine. C'est bien le seul exportateur notable qui y parvienne, les autres souffrant d'un manque de production.

Australie : la grande gagnante de 2024

Avec une **production de viande ovine encore très dynamique en 2024** (+12%/2023, à 695 000 tonnes, sur 9 mois) grâce à un long épisode de recapitalisation amorcé en 2021, **les exportations australiennes de viande ovine ont bondi de 16% sur 11 mois en 2024**, soit une hausse de 32 000 téc. Il s'agît d'un nouveau record sur 11 mois, après celui de l'an passé. Les envois ont reculé de 7% vers la Chine, à 171 000 téc, idem vers l'UE à 4 000 téc, et ont au contraire bondi de 36% vers les États-Unis, à 105 000 téc, et de 51% vers le Royaume-Uni, à 20 000 téc.

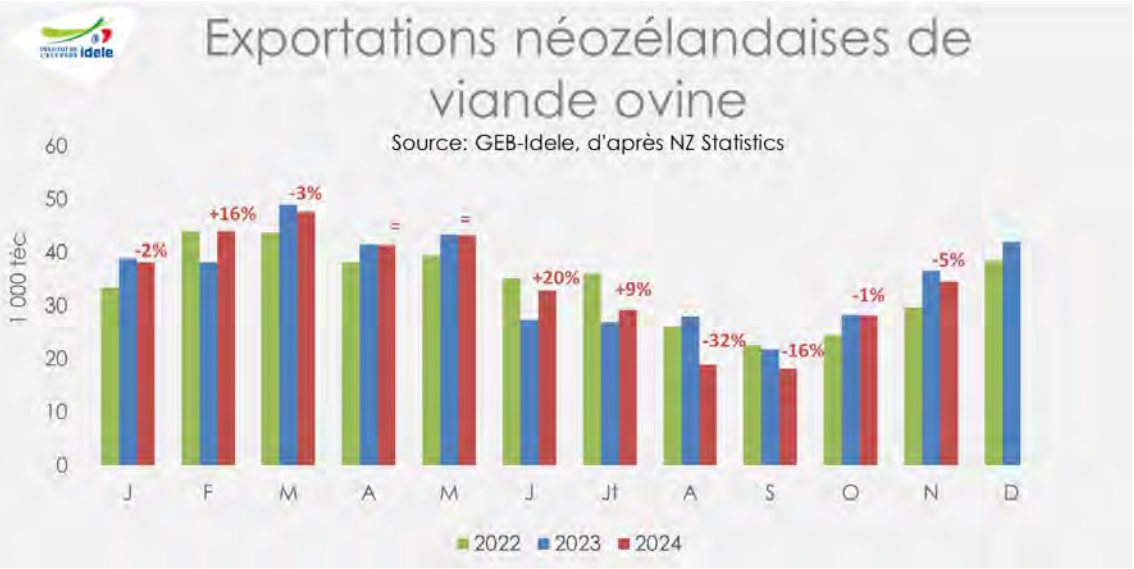


Nouvelle-Zélande : des exports plutôt résilients face à un cheptel et une production en baisse

Après avoir augmenté de 6% sur les 5 premiers mois entre 2023 et 2024, **la production ovine abattue en Nouvelle-Zélande** a chuté de juin à octobre, ramenant le cumul sur 10 mois à **-3% /2023**, soit un total de 350 000 t. Sur cette période, le nombre d'agneaux abattus s'est apprécié de 2%, à 15 M de têtes, tandis que celui des réformes a reculé de 14%, à 2 M de têtes. Les éleveurs tentent de reconstituer leurs cheptels après de nouveaux épisodes de sécheresse.

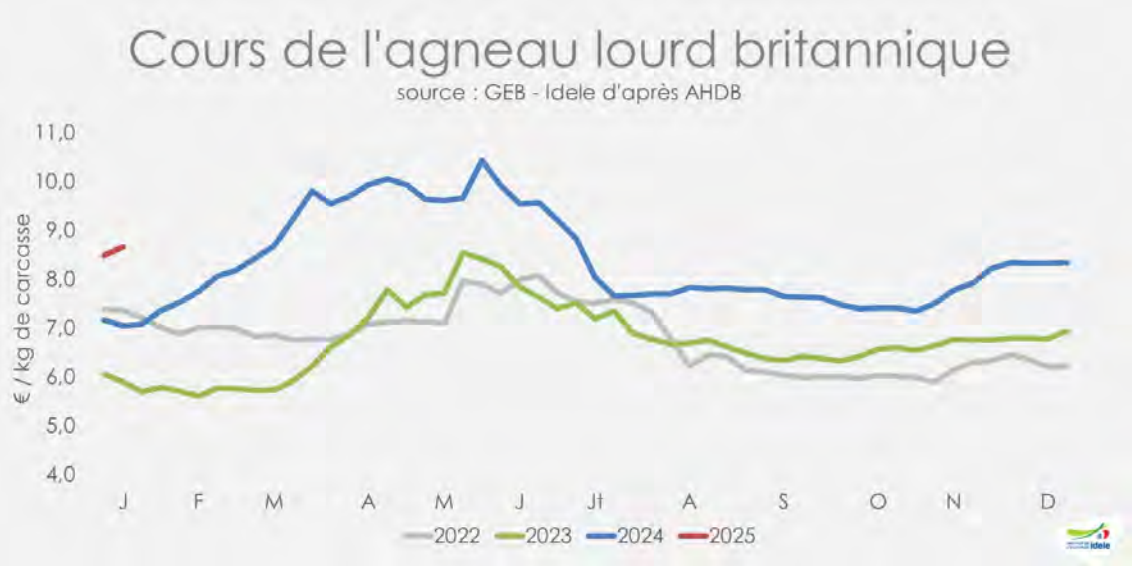
Toutefois, **selon les prévisions du secteur, le cheptel ovin néozélandais devrait de nouveau reculer au printemps 2025**, de 5% d'une année sur l'autre. Les changements d'utilisation des terres en faveur de l'étalement urbain ou d'autres secteurs agricoles bien plus rentables (la rentabilité des élevages ovins ne cesse de baisser) comme la production de lait de vache (dont le prix ne cesse de croître) ou encore la sylviculture (encouragée par l'état), expliquent ce recul.

Les exportations de viande ovine sur 11 mois ont moins reculé que les abattage, de seulement 1% comparé à leur niveau de 2023, totalisant 377 000 téc. La demande chinoise reculant nettement (- 24%), la Nouvelle-Zélande a réorienté ses envois vers le Royaume-Uni (+53%), l'Amérique du Nord (+34% vers les USA, +23% vers le Canada et +37% vers le Mexique) et l'UE à 27 (+10%).



Royaume-Uni : la cotation reste soutenue début 2025

La cotation de l'agneau britannique est orientée à la hausse en début d'année. En **semaine 2 de 2025**, elle se situait à **8,67 €/kg**, soit +0,19 €/kg d'une semaine sur l'autre et +1,62 €/kg comparée à 2024.



Sur 11 mois en 2024, la production britannique de viande ovine a baissé de 7%, totalisant 241 000 t. Cela s'explique par un repli de 13% des abattages de réforme et de 7% des abattages d'agneaux. Comparée à la moyenne 2015-2019, le repli est de 11%. Les conditions d'élevage étaient plus difficiles en 2024 – notamment en raison des conditions météorologiques particulièrement humides – et les effectifs de reproductrices étaient en repli, surtout en Angleterre (-4% au 1er juin 2024 /2023).

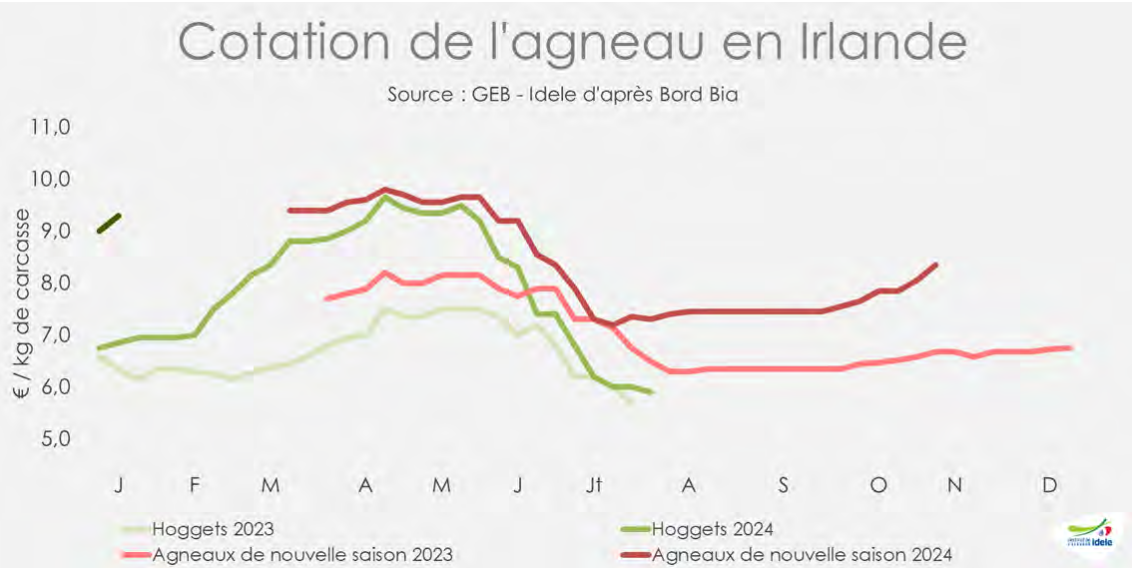
Pour compenser ce manque de production, **les importations de viande ovine ont bondi, de 43% /2023** sur 11 mois en 2024, à 71 500 téc, avec +56% en provenance de Nouvelle-Zélande et +65% d'Australie mais -27% d'Irlande.

Face à la nette baisse de la production, et malgré des importations dynamiques, **les exportations britanniques de viande ovine sur 11 mois ont reculé de 6% /2023**, à 71 400 téc. La baisse la plus forte est enregistrée vers la République d'Irlande (-80%/2023 soit -3 600 téc) : l'Irlande du Nord a en effet vendu davantage vers le reste du Royaume-Uni vu son bas niveau d'offre cette année. Les exportations du Royaume-Uni se tenaient ainsi 8% sous leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019).

Selon Kantar, **en 2024, les achats au détail de viande ovine par les consommateurs britanniques sont repartis à la hausse**, augmentant de 4% /2023 en volume et de 8% en valeur.

Irlande : le cours irlandais s'envole début 2025

En semaine 2 de 2025, la **cotation des *hoggets* irlandais** poursuivait sa nette ascension et atteignait **9,30 €/kg**, en hausse de 2,45 €/kg comparé à la même semaine en 2024.

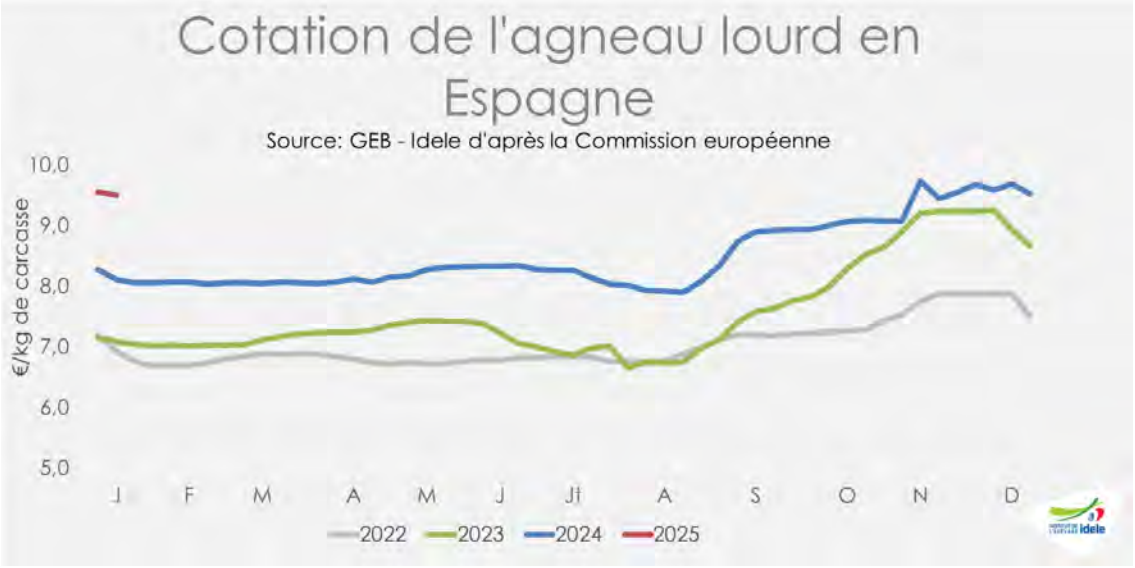


Après avoir augmenté de 2% entre 2022 et 2023, **la production irlandaise de viande ovine a perdu 9% /2023 sur 11 mois en 2024**. Les abattages d'agneaux ont baissé de 8% /2023 en volume comme en têtes et ceux des réformes de 14% en têtes contre 13% en volumes, illustrant une légère hausse de leur poids moyen, de +0,4 kg carcasse. Comme au Royaume-Uni, la baisse du cheptel reproducteur irlandais (-2,5% entre fin 2022 et 2023) explique ce repli de la production.

Sur la même période, **les exportations de viande ovine irlandaise ont baissé de 13%**, à 45 600 téc, avec un recul de 9% vers la France et de 14% vers le Royaume-Uni. Associée à la baisse de la production nationale, la concurrence de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande sur le marché européen participe à ce repli des envois.

Espagne : le cours reste élevé début 2025

A l'image de la tendance fin 2024, le cours espagnol entrée abattoir a débuté l'année 2025 a un niveau élevé, à **9,50 €/kg** en semaine 2, soit 1,39 €/kg au-dessus de son niveau de 2024.



Après une baisse de 11% entre 2022 et 2023, **la production de viande ovine espagnole sur les dix premiers mois de 2024 diminuait toujours, de 8% /2023**, à 81 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus baissait de 5% et celui des réformes de 26% (et -21% en volume, soit une hausse de poids de carcasse moyen de +1,7 kg), avec une probable volonté de recapitaliser après trois années de sécheresse.

Tirés par une demande marocaine qui a quasiment triplé d'une année sur l'autre, **les envois d'agneaux vivants sur 11 mois ont augmenté de 3% /2023**. Parallèlement, les envois de réformes ont bondi de 50%, là aussi via une explosion des envois à destination du marché marocain (x3).

Sur la même période, **les exportations de viande ovine espagnole reculaient de 1% /2023**, à 40 000 téc, principalement du fait d'un arrêt des envois vers Oman et d'une forte baisse vers les Emirats Arabe Unis (-860 téc), Israël (-480 téc) et le Qatar (-980 téc). Ces reculs ont été partiellement contrebalancés par les hausses vers la France (+410 téc), la Grèce (+540 téc) et aussi et surtout la réouverture du marché algérien (+4 432 téc).

La bonne tenue de la consommation et la baisse de la collecte font plonger les stocks

Dernière révision le 27 janvier 2025

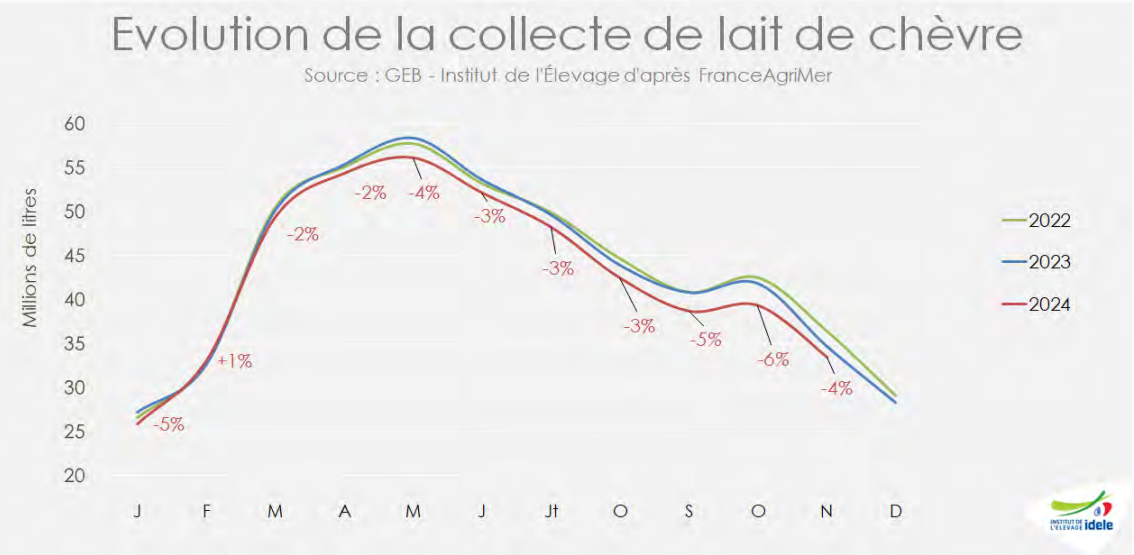
Collecte en berne mais bonne tenue de la consommation

Dernière révision le 27 janvier 2025

En novembre, on observe une nouvelle baisse de la collecte de lait de chèvre. Après un recul de 6% en octobre, elle est en retrait de 4% /2023. En cumul, les fabrications sont toujours supérieures à l'année précédente, ce qui participe à la baisse des stocks.

La collecte nationale en baisse de 4% en novembre

Après des mois de septembre et octobre déjà en recul de 5% et 6% /2023, **la collecte de lait de chèvre poursuit sa baisse en novembre 2024, à hauteur de 4%**, totalisant 33,4 millions de litres de lait.



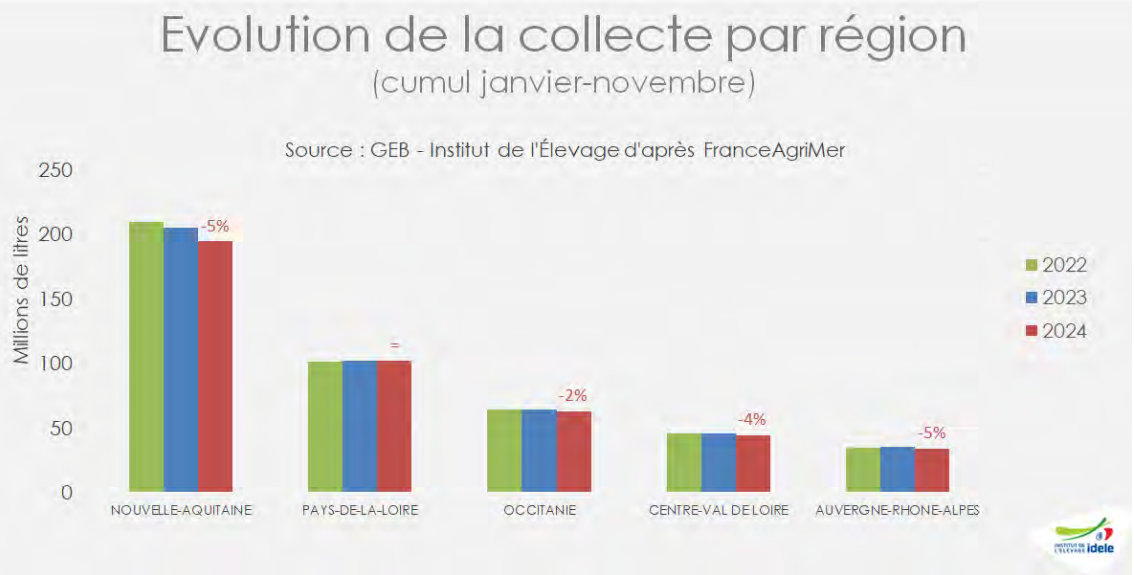
En cumul **sur les 11 premiers mois de 2024, la collecte de lait de chèvre s'élève donc à 472,7 millions de litres (-3% /2023)**. La mauvaise qualité des fourrages continue de peser sur la production, combinée à un manque d'ensoleillement et une humidité importante. **Par ailleurs, d'après l'enquête mensuelle de FranceAgriMer, le nombre de livreurs est en recul de 2% /2023 sur la même période.**

Le **taux de matière grasse est toujours supérieur à celui de 2023 (+1,8%)** mais le taux de matière protéique est en léger recul (-0,3%). Le prix du lait payé au producteur est en hausse de 0,4% /2023 en octobre et de 1,3% sur 11 mois selon les résultats de l'enquête mensuelle de FranceAgriMer.

Recul de la collecte dans toutes les régions

Sur les 11 premiers mois de 2024, la collecte a évolué d'une année sur l'autre comme suit :

- stable en Pays de la Loire,
- -5% en Nouvelle-Aquitaine et en AURA,
- -4% en Centre-Val de Loire,
- -2% en Occitanie.

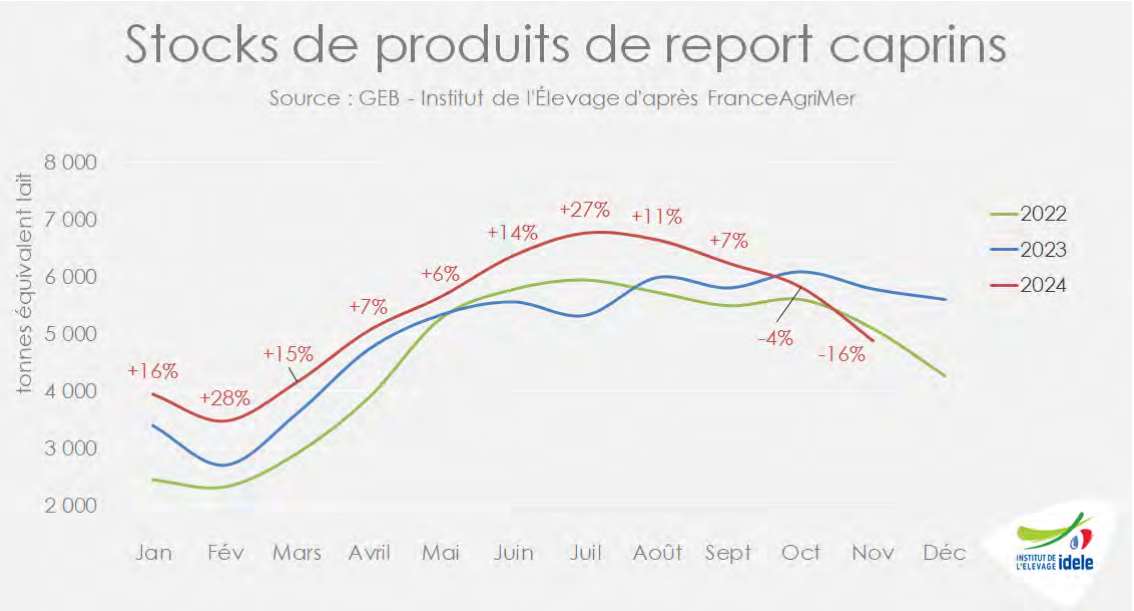


Si on observe l'évolution du nombre de points de collecte dans ces régions entre novembre 2023 et 2024 selon l'enquête mensuelle de FranceAgriMer, la région AURA a vu son nombre d'élevages livrant du lait diminuer de 7%, la Nouvelle-Aquitaine en a 5% de moins et les Pays de la Loire 4%. Leur nombre serait en hausse de 2% en Occitanie et de 1% sur un an en Centre-Val de Loire. Tous ces chiffres seront à confirmer avec l'enquête annuelle laitière et à mettre en parallèle des informations recueillies lors de l'enquête cheptel.

Les stocks plongent sous l'effet de la chute de collecte

Les **importations de produits de report en novembre sont en retrait de 1%** par rapport au même mois de 2024. Mais face au fort recul de la collecte, ils sont en hausse par rapport au mois d'octobre. À 5,3 millions de litres équivalent lait en novembre, **ces importations atteignent 45,9 millions de litres équivalent lait en cumul de janvier à novembre (-8% /2023).**

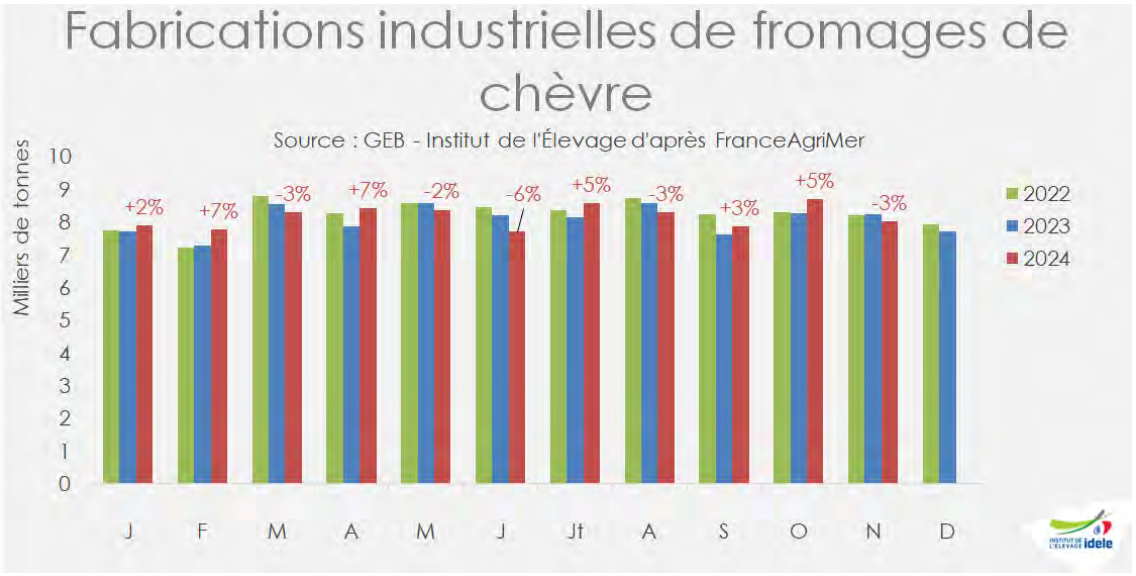
Les approvisionnements des transformateurs s'élèvent à 38,8 millions de litres en novembre (-3,3% /2023).
Sur les 11 premiers mois, le recul est également de 3,3% /2023, à 518,6 millions de litres.
Entre le fort recul de la collecte et les importations faibles, les stocks ont plongé sous leurs niveaux de 2023 et 2022.



Les stocks de produits de report caprin s'élèveraient à 4 881 tonnes équivalent lait en novembre selon FranceAgriMer, soit -16% par rapport à novembre 2023.

Des fabrications toujours dynamiques en cumul

En novembre, les fabrications de fromages de chèvre sont en retrait de 3% /2023 à 8 022 t (2 jours ouvrés de moins en novembre 2024 par rapport à 2023).

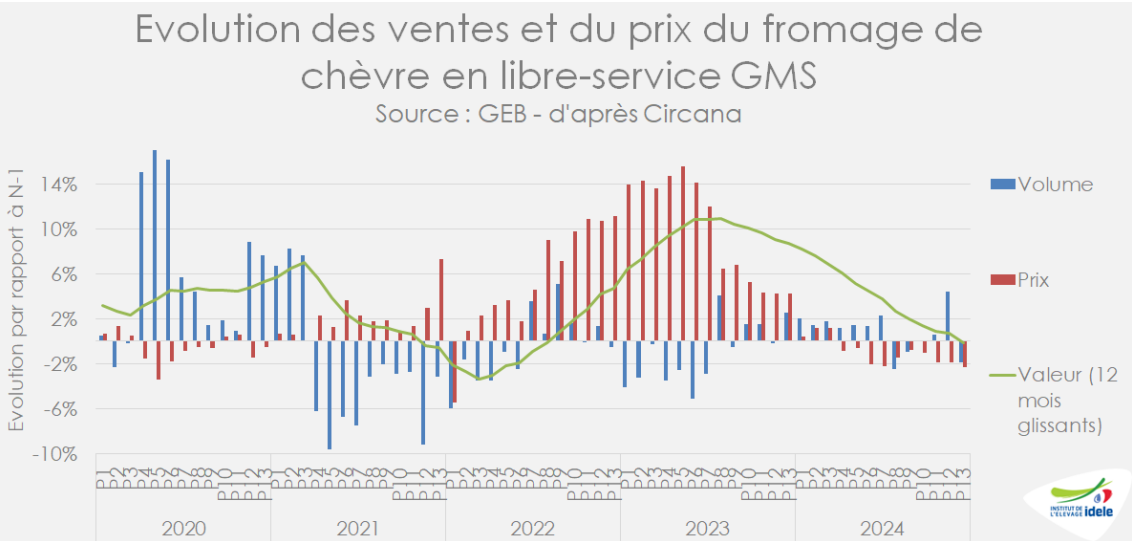


En cumul **de janvier à novembre, près de 90 000 t de fromages de chèvre ont été fabriquées (+1% /2023).** Dans le détail, les fabrications de bûchettes à la pièce sont stables entre octobre et novembre et en léger recul sur 11 mois (-1% /2023). Les bûches à la coupe (pour la restauration hors domicile ou la transformation), et plus généralement **les fromages à la coupe, poursuivent leur dynamique (+9% /2023 sur 11 mois).** Malgré un ralentissement en fin de l'année, les fabrications de fromages frais progressent de 0,2% /2023 sur 11 mois.

L'ultra-frais poursuit son excellente dynamique, avec 1 415 t fabriquées en novembre (+22% /2023), et près de 14 360 t sur les 11 premiers mois de l'année (+11% /2023).

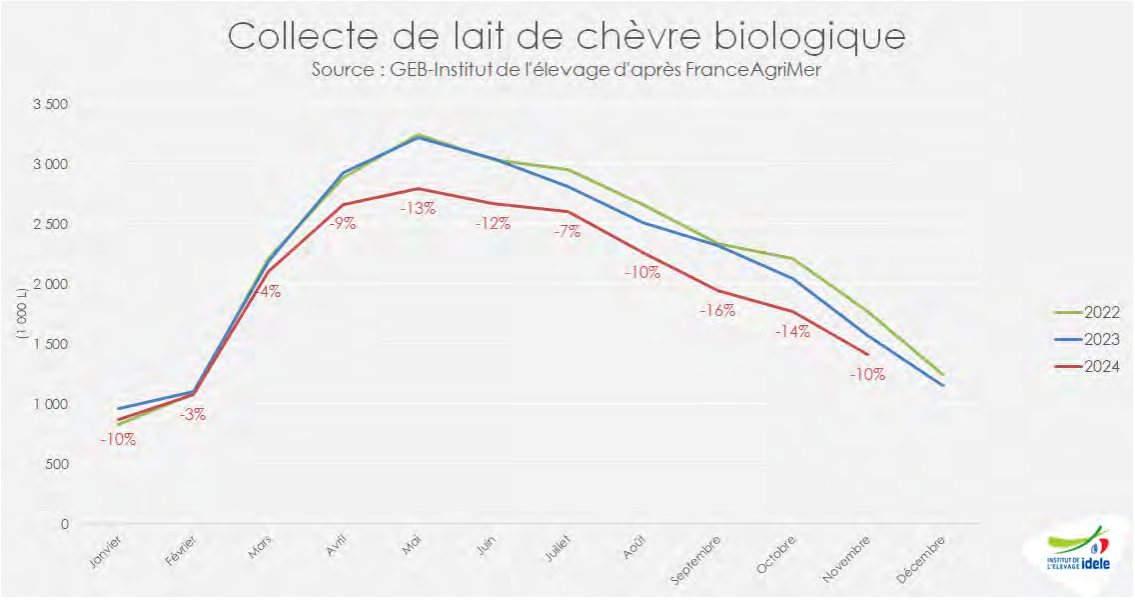
Bonne tenue de la consommation

Les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces ont légèrement progressé en 2024 (+0,8% /2023 pour le cumul sur l'année entière).



La filière biologique toujours en difficulté

Les livraisons de lait biologique sont en berne depuis le début de l'année. **En novembre, elles sont inférieures de 10% à leur niveau de novembre 2023.** En cumul sur 11 mois, le retrait est du même ordre, à 22,2 millions de litres.



Le nombre de livreurs de lait biologique est lui aussi en retrait. **Ils étaient 158 en avril, soit 9% de moins qu'en avril 2023** et 141 en novembre, soit 10% moins nombreux qu'un an plus tôt.
Côté consommation, **les achats de produits biologiques au lait de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces sont en recul de près de 12% en cumul annuel mobile.** Sur la même période, les prix de vente ont régressé de 1,2%, à 20,16 €/kg en moyenne sur 12 mois (le kilo de fromage de chèvre conventionnel de marque nationale est vendu 13,50 €).

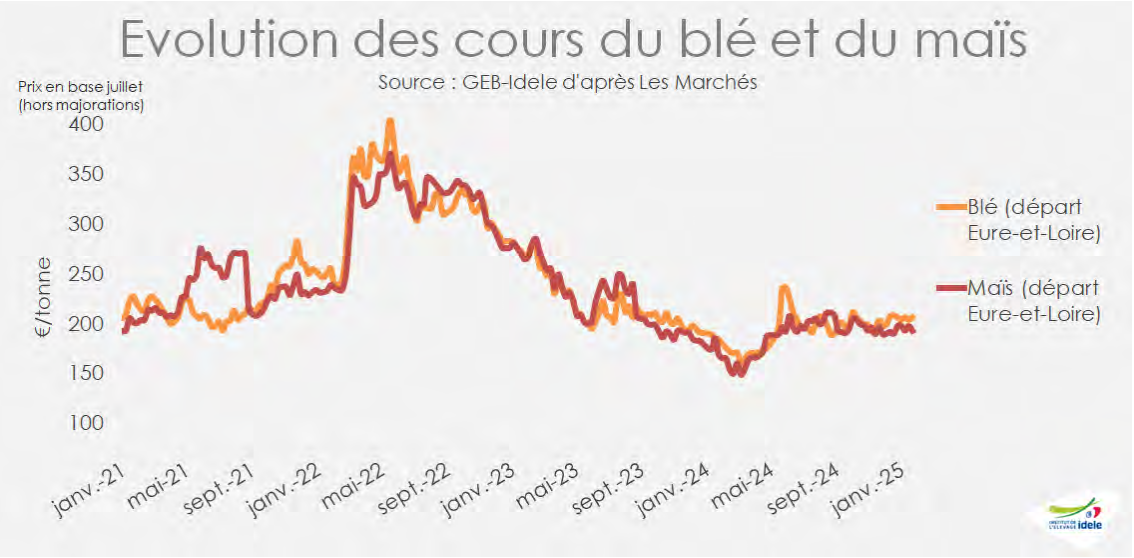
Regards tournés vers la politique de Trump

Dernière révision le 24 janvier 2025

La politique commerciale que va mettre en œuvre Donald Trump laisse planer de nombreuses incertitudes qui viennent tendre les opérateurs. Elle pourrait être faite de nombreux épisodes au gré des accords et désaccords entre le nouveau président des États-Unis et ses partenaires ou concurrents commerciaux. L'annonce dans son programme d'une importante augmentation des droits de douane sur tous les produits importés aux États-Unis avait soulevé des inquiétudes. Quelques jours après son investiture, D. Trump a déclaré qu'il « préfèrerait ne pas imposer de droits de douane à la Chine ». De quoi donner le tournis aux marchés.

Blé et maïs oscillent autour de 200 €/t en France

La campagne 2024-2025 est caractérisée par le très faible potentiel exportable de l'Union européenne et une forte concurrence des blés Mer Noire. **Cette moindre compétitivité pénalise les exports français et européens et maintient une pression sur les prix.**



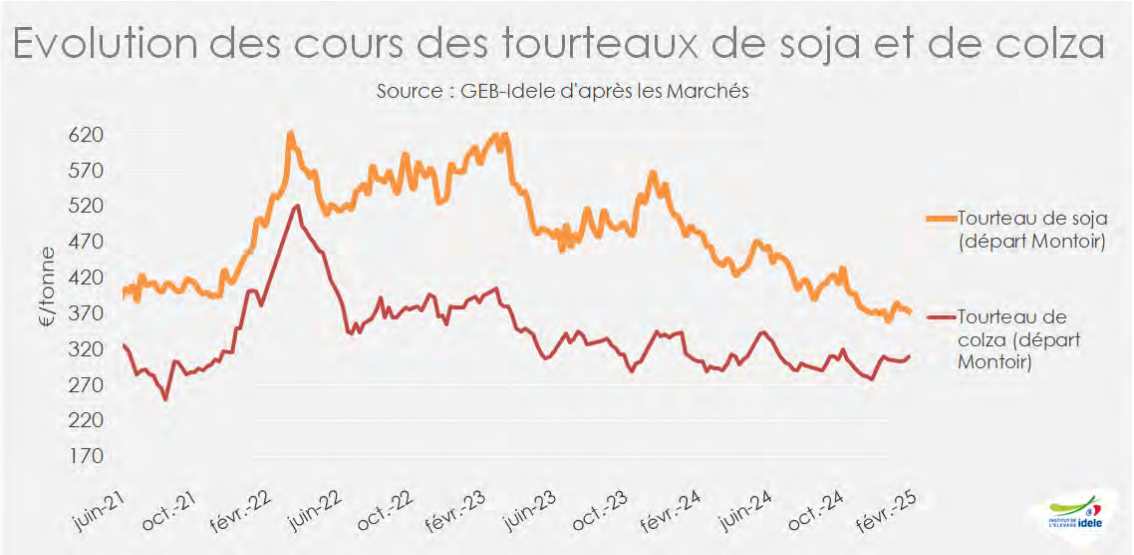
En 2024, la moyenne des cours du blé et du maïs a été inférieure à 200 €/t, loin des niveaux atteints en 2022. À partir du second semestre, **le prix du blé a oscillé entre 190 et 210 €/t**, tiraillé par différents éléments haussiers et baissiers (guerres en Ukraine et au Proche-Orient, récoltes mondiales de céréales en hausse, élection de Donald Trump…). Début 2025, les mêmes dynamiques sont observées, **avec un blé départ Eure et Loire à 206 €/t et le maïs départ Eure et Loire à 193 €/t.**

La production française de **blé tendre 2024 est estimée à 25,5 Mt fin décembre, soit en recul de 27%** par rapport à la campagne précédente. Les conditions de culture du blé d'hiver ont été très difficiles à cause de l'excès de précipitations en automne et hiver 2023-2024, et le printemps humide a retardé les semis de maïs. En **maïs grain** (hors maïs humide), **la production 2024-2025 est estimée à 14 millions de tonnes, en hausse de 17%.** Le début de campagne de récolte, très humide lui aussi, a été très incertain mais au fil des semaines, les conditions de récolte se sont améliorées et le bilan est positif.

Pour 2025, la superficie de blé tendre d'hiver est estimée à 4,5 Mha par Agreste. Elle rebondit d'environ 9% après les très faibles surfaces de la campagne 2024, mais reste à niveau bas au regard des trente dernières années.

Détente sur le marché des tourteaux de soja et colza

Le tourteau de soja a vu son cours se replier depuis un an en lien avec les bonnes récoltes réalisées ou attendues. À l'inverse, le cours du tourteau de colza a plutôt tendance à se maintenir, la situation étant plus tendue.

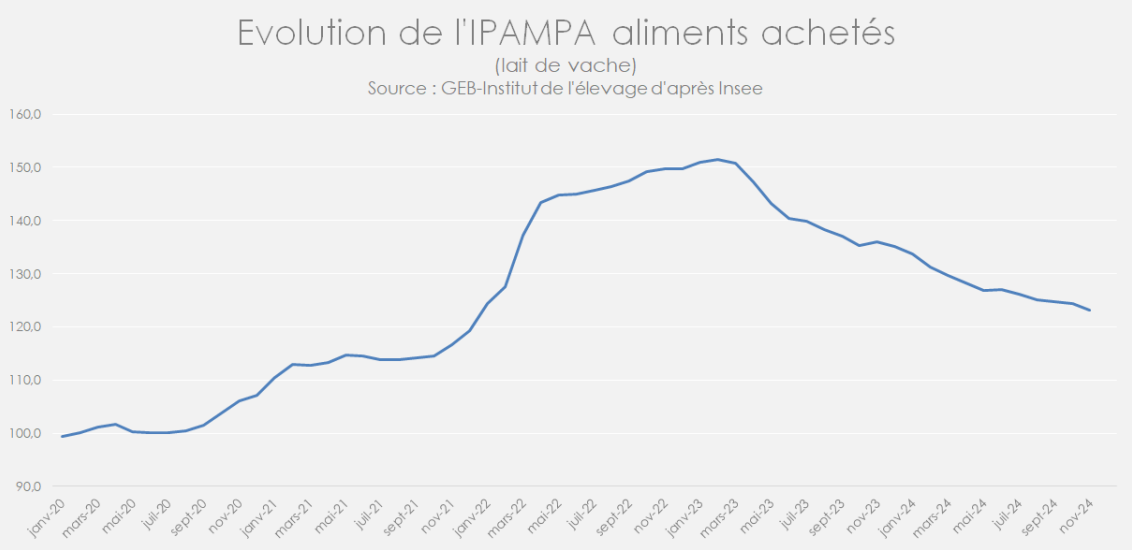


Les prix des tourteaux de colza varient sous la pression conjointe de la baisse attendue de la production d'huile de palme en Indonésie et des volumes de canola en Australie d'une part, et de la récolte canadienne d'autre part. La cotation du tourteau de colza à Montoir a terminé 2024 autour de 300 €/t, soit 6% sous sa valeur de décembre 2023, et débute 2025 sur les mêmes niveaux.

Côté **tourteaux de soja, les tensions sont moindres, en lien avec les très bonnes récoltes réalisées aux États-Unis et attendues au Brésil et en Argentine.** Le cours diminue progressivement et était à 372 €/t fin décembre départ Montoir, soit un recul de 27% /décembre 2023. L'année 2025 a commencé sur les mêmes bases de prix.

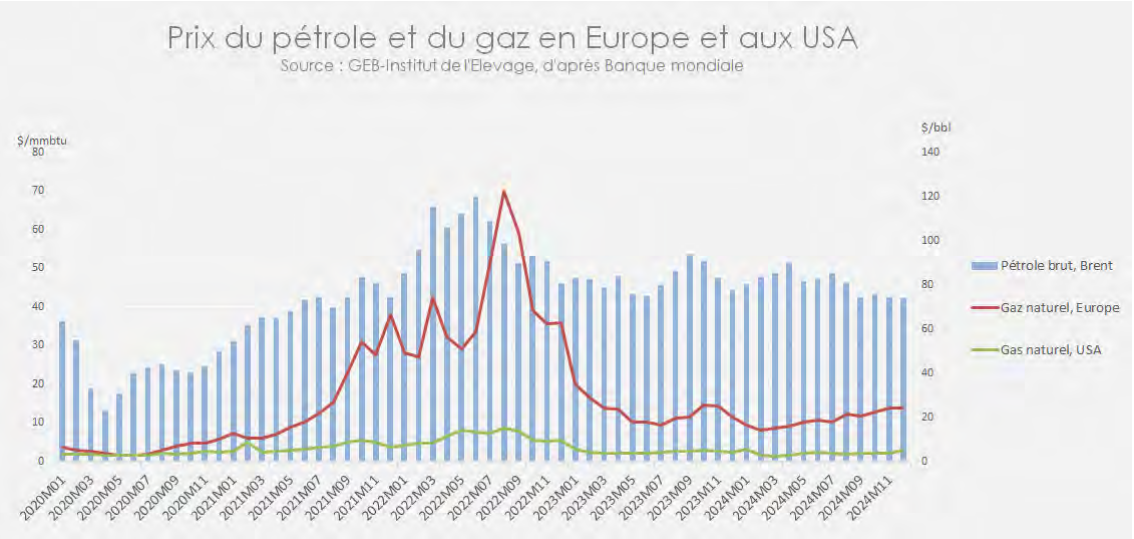
L'IPAMPA aliments achetés baisse lentement

La baisse des cours des céréales et des tourteaux depuis plusieurs mois se traduit dans la lente décrue de l'indicateur aliments achetés de l'IPAMPA (indice des prix d'achat des moyens de production agricole).



L'indice **aliments achetés lait de vache, par exemple, est à 123,1 en novembre 2024 (base 100 en 2015), soit un recul de 9,4% sur un an.**

Du côté du **prix de l'énergie**, alors que le prix du pétrole s'est plutôt réduit au cours de l'année 2024, celui du gaz naturel en Europe était orienté à la hausse.



Le cours du pétrole était stable sur la fin de l'année 2024, à 72 $/bbl en décembre selon les données de la banque mondiale, et en baisse sur un an (-2% /2023 en moyenne annuelle et surtout -19% /2022). Le prix du gaz naturel en Europe montrait des signes de remontée en fin d'année sous l'effet des tensions géopolitiques, à 14 $/mmbtu, mais toujours très loin des 70 $ atteints en août 2022. Producteur et exportateur de gaz, les États-Unis bénéficient d'un prix très bas de cette source d'énergie (3$/mmbtu en décembre).